

CONFÉRENCE DE LA HAYE  
DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ  
HAGUE CONFERENCE  
ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW

**VINGT ET UNIÈME SESSION**  
**TWENTY-FIRST SESSION**

**ACTE FINAL**  
**FINAL ACT**

LA HAYE, LE 23 NOVEMBRE 2007

THE HAGUE, 23rd NOVEMBER 2007

---

## Acte final de la Vingt et unième session

---

Les soussignés, Délégués d’Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, la Communauté européenne, République de Corée, Croatie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d’Amérique, l’ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Fédération de Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, République tchèque, Ukraine, Uruguay et Venezuela, Membres, ainsi que les Représentants d’Algérie, Burkina Faso, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Philippines, Saint-Siège et Viet Nam, participant à titre d’Observateurs, se sont réunis à La Haye du 5 au 23 novembre 2007, sur invitation du Gouvernement des Pays-Bas, en Vingt et unième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

À la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux, ils ont adopté :

### A La Convention suivante :

CONVENTION SUR LE RECouvreMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D’AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE

Les États signataires de la présente Convention,

Désireux d’améliorer la coopération entre les États en matière de recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d’autres membres de la famille,

Conscients de la nécessité de disposer de procédures produisant des résultats et qui soient accessibles, rapides, efficaces, économiques, équitables et adaptées à diverses situations,

Souhaitant s’inspirer des meilleures solutions des Conventions de La Haye existantes, ainsi que d’autres instruments internationaux, notamment la *Convention sur le recouvrement des aliments à l’étranger* du 20 juin 1956, établie par les Nations Unies,

Cherchant à tirer parti des avancées technologiques et à créer un système souple et susceptible de s’adapter aux nouveaux besoins et aux opportunités offertes par les technologies et leurs évolutions,

Rappelant que, en application des articles 3 et 27 de la *Convention relative aux droits de l’enfant* du 20 novembre 1989, établie par les Nations Unies,

- l’intérêt supérieur de l’enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions concernant les enfants,
- tout enfant a droit à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social,
- il incombe au premier chef aux parents ou autres personnes ayant la charge de l’enfant d’assurer, dans la limite de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l’enfant,
- les États parties devraient prendre toutes les mesures appropriées, notamment la conclusion d’accords internationaux, en vue d’assurer le recouvrement des aliments destinés aux enfants auprès de leurs parents ou d’autres personnes ayant une responsabilité à leur égard, en particulier lorsque ces personnes vivent dans un État autre que celui de l’enfant,

Ont résolu de conclure la présente Convention, et sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER – OBJET, CHAMP D’APPLICATION ET DÉFINITIONS

#### Article premier *Objet*

La présente Convention a pour objet d’assurer l’efficacité du recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d’autres membres de la famille, en particulier en :

- a) établissant un système complet de coopération entre les autorités des États contractants ;
- b) permettant de présenter des demandes en vue d’obtenir des décisions en matière d’aliments ;
- c) assurant la reconnaissance et l’exécution des décisions en matière d’aliments ; et
- d) requérant des mesures efficaces en vue de l’exécution rapide des décisions en matière d’aliments.

#### Article 2 *Champ d’application*

1. La présente Convention s’applique :

- a) aux obligations alimentaires découlant d’une relation parent-enfant à l’égard d’une personne de moins de 21 ans ;
- b) à la reconnaissance et à l’exécution ou à l’exécution d’une décision relative aux obligations alimentaires entre

---

*Acte final*

---

## Final Act of the Twenty-First Session

---

Seeking to take advantage of advances in technologies and to create a flexible system which can continue to evolve as needs change and further advances in technology create new opportunities,

Recalling that, in accordance with Articles 3 and 27 of the United Nations *Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989,

- in all actions concerning children the best interests of the child shall be a primary consideration,
- every child has a right to a standard of living adequate for the child’s physical, mental, spiritual and social development,
- the parent(s) or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child’s development, and
- States should take all appropriate measures, including the conclusion of international agreements, to secure the recovery of maintenance for the child from the parent(s) or other responsible persons, in particular where such persons live in a State different from that of the child,

Have resolved to conclude this Convention and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I – OBJECT, SCOPE AND DEFINITIONS

#### Article 1 *Object*

The object of the present Convention is to ensure the effective international recovery of child support and other forms of family maintenance in particular by –

- a) establishing a comprehensive system of co-operation between the authorities of the Contracting States;
- b) making available applications for the establishment of maintenance decisions;
- c) providing for the recognition and enforcement of maintenance decisions; and
- d) requiring effective measures for the prompt enforcement of maintenance decisions.

#### Article 2 *Scope*

1. This Convention shall apply –

- a) to maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a person under the age of 21;
- b) to recognition and enforcement or enforcement of a decision for spousal support when the application is made with a claim within the scope of sub-paragraph a); and

---

*Final Act*

---

*Acte final*

---

*Final Act*

époux et ex-époux lorsque la demande est présentée conjointement à une action comprise dans le champ d'application de l'alinéa a) ; et

c) à l'exception des chapitres II et III, aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux.

2. Tout État contractant peut, conformément à l'article 62, se réserver le droit de limiter l'application de l'alinéa a) du paragraphe premier de la Convention aux personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans. Tout État contractant faisant une telle déclaration ne sera pas fondé à demander l'application de la Convention aux personnes exclues par sa réserve du fait de leur âge.

3. Tout État contractant peut, conformément à l'article 63, déclarer qu'il étendra l'application de tout ou partie de la Convention à telle ou telle obligation alimentaire découlant de relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance, incluant notamment les obligations envers les personnes vulnérables. Une telle déclaration ne crée d'obligation entre deux États contractants que dans la mesure où leurs déclarations recouvrent les mêmes obligations alimentaires et les mêmes parties de la Convention.

4. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux enfants indépendamment de la situation matrimoniale de leurs parents.

### Article 3 Définitions

Aux fins de la présente Convention :

a) « créancier » désigne une personne à qui des aliments sont dus ou allégués être dus ;

b) « débiteur » désigne une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ;

c) « assistance juridique » désigne l'assistance nécessaire pour mettre les demandeurs en mesure de connaître et de faire valoir leurs droits et pour garantir que leurs demandes seront traitées de façon complète et efficace dans l'État requis. Une telle assistance peut être fournie, le cas échéant, au moyen de conseils juridiques, d'une assistance lorsqu'une affaire est portée devant une autorité, d'une représentation en justice et de l'exonération des frais de procédure ;

d) « accord par écrit » désigne un accord consigné sur tout support dont le contenu est accessible pour être consulté ultérieurement ;

e) « convention en matière d'aliments » désigne un accord par écrit relatif au paiement d'aliments qui :

i) a été dressé ou enregistré formellement en tant qu'acte authentique par une autorité compétente ; ou

ii) a été authentifié ou enregistré par une autorité compétente, conclu avec elle ou déposé auprès d'elle,

et peut faire l'objet d'un contrôle et d'une modification par une autorité compétente ;

f) une « personne vulnérable » désigne une personne qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de ses capacités physiques ou mentales, n'est pas en état de pourvoir à ses besoins.

## CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

### Article 4 Désignation des Autorités centrales

1. Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2. Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et doit spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

3. Au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou d'une déclaration faite conformément à l'article 61, chaque État contractant informe le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé de la désignation de l'Autorité centrale ou des Autorités centrales ainsi que de leurs coordonnées et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions visées au paragraphe 2. En cas de changement, les États contractants en informent aussitôt le Bureau Permanent.

### Article 5 Fonctions générales des Autorités centrales

Les Autorités centrales doivent :

a) coopérer entre elles et promouvoir la coopération entre les autorités compétentes de leur État pour réaliser les objectifs de la Convention ;

b) rechercher, dans la mesure du possible, des solutions aux difficultés pouvant survenir dans le cadre de l'application de la Convention.

### Article 6 Fonctions spécifiques des Autorités centrales

1. Les Autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes prévues au chapitre III, notamment en :

a) transmettant et recevant ces demandes ;

b) introduisant ou facilitant l'introduction de procédures relatives à ces demandes.

2. Relativement à ces demandes, elles prennent toutes les mesures appropriées pour :

a) accorder ou faciliter l'octroi d'une assistance juridique, lorsque les circonstances l'exigent ;

c) with the exception of Chapters II and III, to spousal support.

2. A Contracting State may reserve, in accordance with Article 62, the right to limit the application of the Convention under sub-paragraph 1 a), to persons who have not attained the age of 18. A Contracting State which makes this reservation shall not be entitled to claim the application of this Convention to persons of the age excluded by its reservation.

3. Any Contracting State may declare in accordance with Article 63 that it will extend the application of the whole or any part of the Convention to any maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including in particular obligations in respect of vulnerable persons. Any such declaration shall give rise to obligations between two Contracting States only in so far as their declarations cover the same maintenance obligations and parts of the Convention.

4. The provisions of this Convention shall apply to children regardless of the marital status of the parents.

### Article 3 Definitions

For the purposes of this Convention –

a) “creditor” means an individual to whom maintenance is owed or is alleged to be owed;

b) “debtor” means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance;

c) “legal assistance” means the assistance necessary to enable applicants to know and assert their rights and to ensure that applications are fully and effectively dealt with in the requested State. The means of providing such assistance may include as necessary legal advice, assistance in bringing a case before an authority, legal representation and exemption from costs of proceedings;

d) “agreement in writing” means an agreement recorded in any medium the information contained in which is accessible so as to be usable for subsequent reference;

e) “maintenance arrangement” means an agreement in writing relating to the payment of maintenance which –

i) has been formally drawn-up or registered as an authentic instrument by a competent authority; or

ii) has been authenticated by, or concluded, registered or filed with a competent authority,

and may be the subject of review and modification by a competent authority;

f) “vulnerable person” means a person who, by reason of an impairment or insufficiency of his or her physical or mental faculties, is not able to support him or herself.

## CHAPTER II – ADMINISTRATIVE CO-OPERATION

### Article 4 Designation of Central Authorities

1. A Contracting State shall designate a Central Authority to discharge the duties that are imposed by the Convention on such an authority.

2. Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and shall specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

3. The designation of the Central Authority or Central Authorities, their contact details, and where appropriate the extent of their functions as specified in paragraph 2, shall be communicated by a Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law at the time when the instrument of ratification or accession is deposited or when a declaration is submitted in accordance with Article 61. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

### Article 5 General functions of Central Authorities

Central Authorities shall –

a) co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to achieve the purposes of the Convention;

b) seek as far as possible solutions to difficulties which arise in the application of the Convention.

### Article 6 Specific functions of Central Authorities

1. Central Authorities shall provide assistance in relation to applications under Chapter III. In particular they shall –

a) transmit and receive such applications;

b) initiate, or facilitate the institution of, proceedings in respect of such applications.

2. In relation to such applications they shall take all appropriate measures –

a) where the circumstances require, to provide or facilitate the provision of legal assistance;

- b) aider à localiser le débiteur ou le créancier ;
- c) faciliter la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris la localisation des biens ;
- d) encourager le règlement amiable des différends afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres modes analogues ;
- e) faciliter l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris les arrérages ;
- f) faciliter le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments ;
- g) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre ;
- h) fournir une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour le recouvrement d'aliments ;
- i) introduire ou faciliter l'introduction de procédures afin d'obtenir toute mesure nécessaire et provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande pendante d'aliments ;
- j) faciliter la signification et la notification des actes.

3. Les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu du présent article peuvent être exercées, dans la mesure prévue par la loi de l'État concerné, par des organismes publics, ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État. La désignation de tout organisme public ou autre organisme, ainsi que ses coordonnées et l'étendue de ses fonctions sont communiquées par l'État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé. En cas de changement, les États contractants en informent aussitôt le Bureau Permanent.

4. Le présent article et l'article 7 ne peuvent en aucun cas être interprétés comme imposant à une Autorité centrale l'obligation d'exercer des attributions qui relèvent exclusivement des autorités judiciaires selon la loi de l'État requis.

#### **Article 7 Requêtes de mesures spécifiques**

1. Une Autorité centrale peut, sur requête motivée, demander à une autre Autorité centrale de prendre les mesures spécifiques appropriées prévues à l'article 6(2) *b)*, *c)*, *g)*, *h)*, *i)* et *j)* lorsque aucune demande prévue à l'article 10 n'est pendante. L'Autorité centrale requise prend les mesures s'avérant appropriées si elle considère qu'elles sont nécessaires pour aider un demandeur potentiel à présenter une demande prévue à l'article 10 ou à déterminer si une telle demande doit être introduite.

2. Une Autorité centrale peut également prendre des mesures spécifiques, à la requête d'une autre Autorité centrale, dans une affaire de recouvrement d'aliments pendante dans l'État requérant et comportant un élément d'extranéité.

#### **Article 8 Frais de l'Autorité centrale**

1. Chaque Autorité centrale prend en charge ses propres frais découlant de l'application de la Convention.

2. Les Autorités centrales ne peuvent mettre aucuns frais à la charge du demandeur pour les services qu'elles fournissent en vertu de la Convention sauf s'il s'agit de frais exceptionnels découlant d'une requête de mesures spécifiques prévue à l'article 7.

3. L'Autorité centrale requise ne peut pas recouvrer les frais exceptionnels mentionnés au paragraphe 2 sans avoir obtenu l'accord préalable du demandeur sur la fourniture de ces services à un tel coût.

#### **CHAPITRE III – DEMANDES PAR L'INTERMÉDIAIRE DES AUTORITÉS CENTRALES**

#### **Article 9 Demande par l'intermédiaire des Autorités centrales**

Toute demande prévue au présent chapitre est transmise à l'Autorité centrale de l'État requis par l'intermédiaire de l'Autorité centrale de l'État contractant dans lequel réside le demandeur. Aux fins de la présente disposition, la résidence exclut la simple présence.

#### **Article 10 Demandes disponibles**

1. Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un créancier qui poursuit le recouvrement d'aliments en vertu de la présente Convention :

- a)* la reconnaissance ou reconnaissance et exécution d'une décision ;
- b)* l'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis ;
- c)* l'obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation si nécessaire ;
- d)* l'obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée en raison de l'absence d'une base de reconnaissance et d'exécution prévue à l'article 20 ou sur le fondement de l'article 22 *b)* ou *e)* ;
- e)* la modification d'une décision rendue dans l'État requis ;
- f)* la modification d'une décision rendue dans un État autre que l'État requis.

2. Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un débiteur à l'encontre duquel existe une décision en matière d'aliments :

- b)* to help locate the debtor or the creditor;
- c)* to help obtain relevant information concerning the income and, if necessary, other financial circumstances of the debtor or creditor, including the location of assets;
- d)* to encourage amicable solutions with a view to obtaining voluntary payment of maintenance, where suitable by use of mediation, conciliation or similar processes;
- e)* to facilitate the ongoing enforcement of maintenance decisions including any arrears;
- f)* to facilitate the collection and expeditious transfer of maintenance payments;
- g)* to facilitate the obtaining of documentary or other evidence;
- h)* to provide assistance in establishing parentage where necessary for the recovery of maintenance;
- i)* to initiate or facilitate the institution of proceedings to obtain any necessary provisional measures that are territorial in nature and the purpose of which is to secure the outcome of a pending maintenance application;
- j)* to facilitate service of documents.

3. The functions of the Central Authority under this Article may, to the extent permitted under the law of that State, be performed by public bodies, or other bodies subject to the supervision of the competent authorities of that State. The designation of any such public bodies or other bodies as well as their contact details and the extent of their functions shall be communicated by a Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

4. Nothing in this Article or Article 7 shall be interpreted as imposing an obligation on a Central Authority to exercise powers that can be exercised only by judicial authorities under the law of the requested State.

#### **Article 7 Requests for specific measures**

1. A Central Authority may make a request, supported by reasons, to another Central Authority to take appropriate specific measures under Article 6(2) *b)*, *c)*, *g)*, *h)*, *i)* and *j)* when no application under Article 10 is pending. The requested Central Authority shall take such measures as are appropriate if satisfied that they are necessary to assist a potential applicant in making an application under Article 10 or in determining whether such an application should be initiated.

2. A Central Authority may also take specific measures on the request of another Central Authority in relation to a case having an international element concerning the recovery of maintenance pending in the requesting State.

#### **Article 8 Central Authority costs**

1. Each Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention.
2. Central Authorities may not impose any charge on an applicant for the provision of their services under the Convention save for exceptional costs arising from a request for a specific measure under Article 7.
3. The requested Central Authority may not recover the costs of the services referred to in paragraph 2, without the prior consent of the applicant to the provision of those services at such cost.

#### **CHAPTER III – APPLICATIONS THROUGH CENTRAL AUTHORITIES**

#### **Article 9 Application through Central Authorities**

An application under this Chapter shall be made through the Central Authority of the Contracting State in which the applicant resides to the Central Authority of the requested State. For the purpose of this provision, residence excludes mere presence.

#### **Article 10 Available applications**

1. The following categories of application shall be available to a creditor in a requesting State seeking to recover maintenance under this Convention –

- a)* recognition or recognition and enforcement of a decision;
- b)* enforcement of a decision made or recognised in the requested State;
- c)* establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage;
- d)* establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused because of the lack of a basis for recognition and enforcement under Article 20 or on the grounds specified in Article 22 *b)* or *e)*;
- e)* modification of a decision made in the requested State;
- f)* modification of a decision made in a State other than the requested State.

2. The following categories of application shall be available to a debtor in a requesting State against whom there is an existing maintenance decision –

- a) la reconnaissance d'une décision ou une procédure équivalente ayant pour effet de suspendre ou de restreindre l'exécution d'une décision antérieure dans l'État requis ;
- b) la modification d'une décision rendue dans l'État requis ;
- c) la modification d'une décision rendue dans un État autre que l'État requis.

3. Sauf disposition contraire de la Convention, les demandes prévues aux paragraphes premier et 2 sont traitées conformément au droit de l'État requis et, dans le cas des demandes prévues aux paragraphes premier *c)* à *f)* et 2 *b)* et *c)*, sont soumises aux règles de compétence applicables dans cet État.

#### *Article 11 Contenu de la demande*

1. Toute demande prévue à l'article 10 comporte au moins :

- a) une déclaration relative à la nature de la demande ou des demandes ;
- b) le nom et les coordonnées du demandeur, y compris son adresse et sa date de naissance ;
- c) le nom du défendeur et, lorsqu'elles sont connues, son adresse et sa date de naissance ;
- d) le nom et la date de naissance des personnes pour lesquelles des aliments sont demandés ;
- e) les motifs sur lesquels la demande est fondée ;
- f) lorsque la demande est formée par le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement ;
- g) à l'exception de la demande prévue à l'article 10(1) *a)* et 10(2) *a)*, toute information ou tout document exigé par une déclaration de l'État requis faite conformément à l'article 63 ;
- h) les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale de l'État requérant responsable du traitement de la demande.
2. Lorsque cela s'avère approprié, la demande comporte également les informations suivantes lorsqu'elles sont connues :

- a) la situation financière du créancier ;
- b) la situation financière du débiteur, y compris le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur, ainsi que la localisation et la nature des biens du débiteur ;
- c) toute autre information permettant de localiser le défendeur.

3. La demande est accompagnée de toute information ou tout document justificatif nécessaire y compris pour établir le droit du demandeur à l'assistance juridique gratuite. La demande prévue à l'article 10(1) *a)* et (2) *a)*, n'est accompagnée que des documents énumérés à l'article 25.

4. Toute demande prévue à l'article 10 peut être présentée au moyen d'un formulaire pouvant être recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.

#### *Article 12 Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des Autorités centrales*

1. L'Autorité centrale de l'État requérant assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'examen de la demande.

2. Après s'être assurée que la demande satisfait aux exigences de la Convention, l'Autorité centrale de l'État requérant la transmet, au nom du demandeur et avec son consentement, à l'Autorité centrale de l'État requis. La demande est accompagnée du formulaire de transmission prévu à l'annexe 1. Lorsque l'Autorité centrale de l'État requis le demande, l'Autorité centrale de l'État requérant fournit une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine des documents énumérés aux articles 16(3), 25(1) *a)*, *b)* et *d)*, 25(3) *b)* et 30(2).

3. Dans un délai de six semaines à compter de la date de réception de la demande, l'Autorité centrale requise, en accusé réception au moyen du formulaire prévu à l'annexe 2, avise l'Autorité centrale de l'État requérant des premières démarches qui ont été ou qui seront entreprises pour traiter la demande et sollicite tout document ou toute information supplémentaire qu'elle estime nécessaire. Dans ce même délai de six semaines, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante des nom et coordonnées de la personne ou du service chargé de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement de la demande.

4. Dans un délai de trois mois suivant l'accusé de réception, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante de l'état de la demande.

5. Les Autorités centrales requérante et requise s'informent mutuellement :

- a) de l'identité de la personne ou du service responsable d'une affaire particulière ;
- b) de l'état d'avancement de l'affaire et répondent en temps utile aux demandes de renseignements.

6. Les Autorités centrales traitent une affaire aussi rapidement qu'un examen adéquat de son contenu le permet.

7. Les Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides et efficaces dont elles disposent.

8. Une Autorité centrale requise ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies. Dans ce cas, cette Autorité centrale informe

a) recognition of a decision, or an equivalent procedure leading to the suspension, or limiting the enforcement, of a previous decision in the requested State;

b) modification of a decision made in the requested State;

c) modification of a decision made in a State other than the requested State.

3. Save as otherwise provided in this Convention, the applications in paragraphs 1 and 2 shall be determined under the law of the requested State, and applications in paragraphs 1 *c)* to *f)* and 2 *b)* and *c)*, shall be subject to the jurisdictional rules applicable in the requested State.

#### *Article 11 Application contents*

1. All applications under Article 10 shall as a minimum include –

- a) a statement of the nature of the application or applications;
- b) the name and contact details, including the address, and date of birth of the applicant;
- c) the name and, if known, address and date of birth of the respondent;
- d) the name and the date of birth of any person for whom maintenance is sought;
- e) the grounds upon which the application is based;
- f) in an application by a creditor, information concerning where the maintenance payment should be sent or electronically transmitted;

g) save in an application made under Article 10(1) *a)* and 10(2) *a)*, any information or document specified by declaration in accordance with Article 63 by the requested State;

h) the name and contact details of the person or unit from the Central Authority of the requesting State responsible for processing the application.

2. As appropriate, and to the extent known, the application shall in addition in particular include –

- a) the financial circumstances of the creditor;
- b) the financial circumstances of the debtor, including the name and address of the employer of the debtor and the nature and location of the assets of the debtor;
- c) any other information that may assist with the location of the respondent.

3. The application shall be accompanied by any necessary supporting information or documentation including documentation concerning the entitlement of the applicant to free legal assistance. In the case of applications under Article 10(1) *a)* and (2) *a)*, the application shall be accompanied only by the documents listed under Article 25.

4. An application under Article 10 may be made in the

form as may be recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

#### *Article 12 Transmission, receipt and processing of applications and cases through Central Authorities*

1. The Central Authority of the requesting State shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application.

2. The Central Authority of the requesting State shall, when satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit the application on behalf of and with the consent of the applicant to the Central Authority of the requested State. The application shall be accompanied by the transmittal form set out in Annex 1. The Central Authority of the requesting State shall, when requested by the Central Authority of the requested State, provide a complete copy certified by the competent authority in the State of origin of any document specified under Articles 16(3), 25(1) *a)*, *b)* and *d)*, 25(3) *b)* and 30(2).

3. The requested Central Authority shall within six weeks from the date of receipt of the application, acknowledge receipt in the form set out in Annex 2, and inform the Central Authority of the requesting State what initial steps have been or will be taken to deal with the application and may request any further necessary documents and information. Within the same six-week period, the requested Central Authority shall provide to the requesting Central Authority the name and contact details of the person or unit responsible for responding to inquiries regarding the progress of the application.

4. Within three months after the acknowledgement, the requested Central Authority shall inform the requesting Central Authority of the status of the application.

5. Requesting and requested Central Authorities shall keep each other informed of –

- a) the person or unit responsible for a particular case;
- b) the progress of the case and provide timely responses to enquiries.

6. Central Authorities shall process a case as quickly as a proper consideration of the issues will allow.

7. Central Authorities shall employ the most rapid and efficient means of communication at their disposal.

8. A requested Central Authority may refuse to process an application only if it is manifest that the requirements of the Convention are not fulfilled. In such case, that Central Authority shall promptly inform the requesting Central Authority of its reasons for refusal.

9. The requested Central Authority may not reject an application solely on the basis that additional documents

aussitôt l'Autorité centrale requérante des motifs de son refus.

9. L'Autorité centrale requise ne peut rejeter une demande au seul motif que des documents ou des informations supplémentaires sont nécessaires. Toutefois, l'Autorité centrale requise peut demander à l'Autorité centrale requérante de fournir ces documents ou ces informations supplémentaires. À défaut de les fournir dans un délai de 3 mois ou dans un délai plus long spécifié par l'Autorité centrale requise, cette dernière peut décider de cesser de traiter la demande. Dans ce cas, elle en informe l'Autorité centrale requérante.

### **Article 13 Moyens de communication**

Toute demande présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales des États contractants, conformément à ce chapitre, et tout document ou information qui y est annexé ou fourni par une Autorité centrale ne peuvent être contestés par le défendeur uniquement en raison du support ou des moyens de communication utilisés entre les Autorités centrales concernées.

2. Pour assurer un tel accès effectif, l'État requis fournit une assistance juridique conformément aux articles 14 à 17, à moins que le paragraphe 3 ne s'applique.

3. L'État requis n'est pas tenu de fournir une telle assistance juridique gratuite si et dans la mesure où les aliments sont découplant d'une relation parent-enfant envers un enfant est plus favorable que celle fournie conformément aux paragraphes premier à 3, l'assistance juridique la plus favorable doit être fournie.

### **Article 17 Demandes ne permettant pas de bénéficier de l'article 15 ou de l'article 16**

Pour les demandes présentées en application de la Convention qui ne relèvent pas de l'article 15 ou de l'article 16 :

a) l'octroi d'une assistance juridique gratuite peut être subordonné à l'examen des ressources du demandeur ou à l'analyse de son bien-fondé ;

b) un demandeur qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance juridique gratuite, bénéficié, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, d'une assistance juridique gratuite au moins équivalente à celle prévue par la loi de l'État requis dans les mêmes circonstances.

2. Nonobstant le paragraphe premier, l'État requis peut, en ce qui a trait aux demandes autres que celles prévues à l'article 10(1) a) et b) et aux affaires couvertes par l'article 20(4), refuser l'octroi d'une assistance juridique gratuite s'il considère que la demande, ou quelque appel en ce qui a trait aux demandes autres que celles prévues à l'article 10(1) a) et b) et aux affaires couvertes par l'article 20(4), ne présente pas de motifs de fondement d'un examen des ressources de l'enfant.

2. Un État, au moment où il fait une telle déclaration, fournit au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé les informations relatives à la façon dont l'examen des ressources de l'enfant sera effectué ainsi que les conditions financières qui doivent être remplies.

3. Une demande mentionnée au paragraphe premier, adressée à un État qui a fait une déclaration mentionnée à ce paragraphe, devra inclure une attestation formelle du demandeur indiquant que les ressources de l'enfant saisis par le demandeur de preuves additionnelles des ressources de l'enfant que s'il a des motifs raisonnables de croire que les informations fournies par le demandeur sont erronées.

4. Si l'assistance juridique la plus favorable fournie par l'État requis en vertu de ce chapitre relatives aux obligations alimentaires découplant d'une relation parent-enfant envers un enfant est plus favorable que celle fournie conformément aux paragraphes premier à 3, l'assistance juridique la plus favorable doit être fournie.

### **Article 16 Déclaration permettant un examen limité aux ressources l'enfant**

### **Article 13 Moyens de communications**

2. A State shall, at the time of making such a declaration, provide information to the Permanent Bureau of the Hague Conference concerning the manner in which the assessment of the child's means will be carried out, including the financial criteria which would need to be met to satisfy the test.

3. An application referred to in paragraph 1, addressed to a State which has made the declaration referred to in that paragraph, shall include a formal attestation by the applicant stating that the child's means meet the criteria referred to in paragraph 2. The requested State may only request further evidence of the child's means if it has reasonable grounds to believe that the information provided by the applicant is inaccurate.

4. If the most favourable legal assistance provided for under this Chapter concerning maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a child is more favourable than that provided for under paragraphs 1 and 3, the most favourable legal assistance shall be provided.

### **Article 17 Applications not qualifying under Article 15 or Article 16**

In the case of all applications under this Convention other than those under Article 15 or Article 16 –

a) the provision of free legal assistance may be made subject to a means or a merits test;

b) an applicant, who in the State of origin has benefited from free legal assistance, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit, at least to the same extent, from free legal assistance as provided for by the law of the State addressed under the same circumstances.

4. Entitlements to free legal assistance shall not be less than those available in equivalent domestic cases.

5. No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings under the Convention.

### **Article 15 Free legal assistance for child support applications**

1. The requested State shall provide free legal assistance in respect of all applications by a creditor under this Chapter concerning maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a person under the age of 21.

2. Notwithstanding paragraph 1, the requested State may, in relation to applications other than under Article 10(1) a) and b) and the cases covered by Article 20(4) refuse free legal assistance, if it considers that, on the merits, the application or any appeal is manifestly unfounded.

### **Article 16 Declaration to permit use of child-centred means test**

1. Notwithstanding paragraph 1 of Article 15, a State may declare, in accordance with Article 63, that it will provide free legal assistance in respect of applications covered by Article 20(4), subject to a test based on an assessment of the means of the child.

3. An application referred to in paragraph 1, addressed to a State which has made the declaration referred to in that paragraph, shall include a formal attestation by the applicant stating that the child's means meet the criteria referred to in paragraph 2. The requested State may only request further evidence of the child's means if it has reasonable grounds to believe that the information provided by the applicant is inaccurate.

4. If the most favourable legal assistance provided for under this Chapter concerning maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a child is more favourable than that provided for under paragraphs 1 and 3, the most favourable legal assistance shall be provided.

### **Article 17 Applications not qualifying under Article 15 or Article 16**

In the case of all applications under this Convention other than those under Article 15 or Article 16 –

a) the provision of free legal assistance may be made subject to a means or a merits test;

b) an applicant, who in the State of origin has benefited from free legal assistance, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit, at least to the same extent, from free legal assistance as provided for by the law of the State addressed under the same circumstances.

**Article 18 Limite aux procédures**

1. Lorsqu'une décision a été rendue dans un État contractant où le créancier a sa résidence habituelle, des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision ne peuvent être introduites par le débiteur dans un autre État contractant, tant que le créancier continue à résider habituellement dans l'État où la décision a été rendue.

2. Le paragraphe premier ne s'applique pas :

a) lorsque, dans un litige portant sur une obligation alimentaire envers une personne autre qu'un enfant, la compétence de cet autre État contractant a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties ;

b) lorsque le créancier se soumet à la compétence de cet autre État contractant, soit expressément, soit en se défendant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en est offerte pour la première fois ;

c) lorsque l'autorité compétente de l'État d'origine ne peut ou refuse d'exercer sa compétence pour modifier la décision ou rendre une nouvelle décision ; ou,

d) lorsque la décision rendue dans l'État d'origine ne peut être reconnue ou déclarée exécutoire dans l'État contractant dans lequel des procédures tendant à la modification de la décision ou à l'obtention d'une nouvelle décision sont envisagées.

**Article 19 Champ d'application du chapitre**

1. Ce chapitre s'applique aux décisions rendues par une autorité judiciaire ou administrative en matière d'obligations alimentaires. Par le mot « décision », on entend également les transactions ou accords passés devant de telles autorités ou homologués par elles. Une décision peut comprendre une indexation automatique et une obligation de payer des arrérages, des aliments rétroactivement ou des intérêts, de même que la fixation des frais ou dépenses.

2. Si la décision ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de ce chapitre reste limité à cette dernière.

3. Aux fins du paragraphe premier, « autorité administrative » signifie un organisme public dont les décisions, en vertu de la loi de l'État où il est établi :

a) peuvent faire l'objet d'un appel devant une autorité judiciaire ou d'un contrôle par une telle autorité ; et

b) ont une force et un effet équivalents à une décision d'une autorité judiciaire dans la même matière.

4. Ce chapitre s'applique aussi aux conventions en matière d'aliments, conformément à l'article 30.

5. Les dispositions de ce chapitre s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à l'autorité compétente de l'État requis, conformément à l'article 37.

**Article 20 Bases de reconnaissance et d'exécution**

1. Une décision rendue dans un État contractant (« l'État d'origine ») est reconnue et exécutée dans les autres États contractants si :

a) le défendeur résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

b) le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en se défendant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en a été offerte pour la première fois ;

c) le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

d) l'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet État ou qu'il ait résidé dans cet État et y ait fourni des aliments à l'enfant ;

e) la compétence a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant ; ou

f) la décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l'une des parties.

2. Un État contractant peut faire une réserve portant sur le paragraphe premier c), e) ou f), conformément à l'article 62.

3. Un État contractant ayant fait une réserve en application du paragraphe 2 doit reconnaître et exécuter une décision si sa législation, dans des circonstances de fait similaires, confère ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision.

4. Lorsque la reconnaissance d'une décision n'est pas possible dans un État contractant en raison d'une réserve faite en application du paragraphe 2, cet État prend toutes les mesures appropriées pour qu'une décision soit rendue en faveur du créancier si le débiteur réside habituellement dans cet État. La phrase précédente ne s'applique pas aux demandes directes de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 19(5) ni aux actions alimentaires mentionnées à l'article 2(1) b).

5. Une décision en faveur d'un enfant de moins de 18 ans, qui ne peut être reconnue uniquement en raison d'une réserve faite portant sur l'article 20(1) c), e) ou f), est

**Article 18 Limit on proceedings**

1. Where a decision is made in a Contracting State where the creditor is habitually resident, proceedings to modify the decision or to make a new decision cannot be brought by the debtor in any other Contracting State as long as the creditor remains habitually resident in the State where the decision was made.

2. Paragraph 1 shall not apply –

a) where, except in disputes relating to maintenance obligations in respect of children, there is agreement in writing between the parties to the jurisdiction of that other Contracting State;

b) where the creditor submits to the jurisdiction of that other Contracting State either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

c) where the competent authority in the State of origin cannot, or refuses to, exercise jurisdiction to modify the decision or make a new decision; or,

d) where the decision made in the State of origin cannot be recognised or declared enforceable in the Contracting State where proceedings to modify the decision or make a new decision are contemplated.

**Article 19 Scope of the Chapter**

1. This Chapter shall apply to a decision rendered by a judicial or administrative authority in respect of a maintenance obligation. The term "decision" also includes a settlement or agreement concluded before or approved by such an authority. A decision may include automatic adjustment by indexation and a requirement to pay arrears, retroactive maintenance or interest and a determination of costs or expenses.

2. If a decision does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of this Chapter is limited to the parts of the decision which concern maintenance obligations.

3. For the purpose of paragraph 1, "administrative authority" means a public body whose decisions, under the law of the State where it is established –

a) may be made the subject of an appeal to or review by a judicial authority; and

b) have a similar force and effect to a decision of a judicial authority on the same matter.

4. This Chapter also applies to maintenance arrangements in accordance with Article 30.

5. The provisions of this Chapter shall apply to a request for recognition and enforcement made directly to a competent authority of the State addressed in accordance with Article 37.

**Article 20 Bases for recognition and enforcement**

1. A decision made in one Contracting State ("the State of origin") shall be recognised and enforced in other Contracting States if –

a) the respondent was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

b) the respondent has submitted to the jurisdiction either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

c) the creditor was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

d) the child for whom maintenance was ordered was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted, provided that the respondent has lived with the child in that State or has resided in that State and provided support for the child there;

e) except in disputes relating to maintenance obligations in respect of children, there has been agreement to the jurisdiction in writing by the parties; or

f) the decision was made by an authority exercising jurisdiction on a matter of personal status or parental responsibility, unless that jurisdiction was based solely on the nationality of one of the parties.

2. A Contracting State may make a reservation, in accordance with Article 62, in respect of paragraph 1 c), e) or f).

3. A Contracting State making a reservation under paragraph 2 shall recognise and enforce a decision if its law would in similar factual circumstances confer or would have conferred jurisdiction on its authorities to make such a decision.

4. A Contracting State shall, if recognition of a decision is not possible as a result of a reservation under paragraph 2, and if the debtor is habitually resident in that State, take all appropriate measures to establish a decision for the benefit of the creditor. The preceding sentence shall not apply to direct requests for recognition and enforcement under Article 19(5) or to claims for support referred to in Article 2(1) b).

5. A decision in favour of a child under the age of 18 which cannot be recognised by virtue only of a reservation under Article 20(1) c), e) or f) shall be accepted as establishing the eligibility of that child for maintenance in the State addressed.

6. A decision shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

acceptée comme établissant l'éligibilité de cet enfant à des aliments dans l'État requis.

6. Une décision n'est reconnue que si elle produit des effets dans l'État d'origine et n'est exécutée que si elle est exécutoire dans l'État d'origine.

#### **Article 21 Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle**

1. Si l'État requis ne peut reconnaître ou exécuter la décision pour le tout, il reconnaît ou exécute chaque partie divisible de la décision qui peut être reconnue ou déclarée exécutoire.

2. La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

#### **Article 22 Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution**

La reconnaissance et l'exécution de la décision peuvent être refusées si :

a) la reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;

b) la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure ;

c) un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie ;

d) la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, la dernière décision remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis ;

e) dans les cas où le défendeur n'a ni comparu ni été représenté dans les procédures dans l'État d'origine :

i) lorsque la loi de l'État d'origine prévoit un avis de la procédure, le défendeur n'a pas été dûment avisé de la procédure et n'a pas eu l'opportunité de se faire entendre ; ou

ii) lorsque la loi de l'État d'origine ne prévoit pas un avis de la procédure, le défendeur n'a pas été dûment avisé de la décision et n'a pas eu la possibilité de la contester, ou de former un appel en fait et en droit ; ou

f) la décision a été rendue en violation de l'article 18.

#### **Article 23 Procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution**

1. Sous réserve des dispositions de la Convention, les procédures de reconnaissance et d'exécution sont régies par la loi de l'État requis.

2. Lorsqu'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision a été présentée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale conformément au chapitre III, l'Autorité centrale requise doit promptement :

a) transmettre la demande à l'autorité compétente qui doit sans retard déclarer la décision exécutoire ou procéder à son enregistrement aux fins d'exécution ; ou

b) si elle est l'autorité compétente, prendre elle-même ces mesures.

3. Lorsque la demande est présentée directement à l'autorité compétente dans l'État requis en vertu de l'article 19(5), cette autorité déclare sans retard la décision exécutoire ou procède à son enregistrement aux fins d'exécution.

4. Une déclaration ou un enregistrement ne peut être refusé que pour les raisons énoncées à l'article 22 a). À ce stade, ni le demandeur ni le défendeur ne sont autorisés à présenter d'objection.

5. La déclaration ou l'enregistrement fait en application des paragraphes 2 et 3, ou leur refus en vertu du paragraphe 4, est notifié promptement au demandeur et au défendeur qui peuvent le contester ou faire appel en fait et en droit.

6. La contestation ou l'appel est formé dans les 30 jours qui suivent la notification en vertu du paragraphe 5. Si l'auteur de la contestation ou de l'appel ne réside pas dans l'État contractant où la déclaration ou l'enregistrement a été fait ou refusé, la contestation ou l'appel est formé dans les 60 jours qui suivent la notification.

7. La contestation ou l'appel ne peut être fondé que sur :

a) les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 22 ;

b) les bases de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 20 ;

c) l'authenticité ou l'intégrité d'un document transmis conformément à l'article 25(1) a), b) ou d) ou 25(3) b).

8. La contestation ou l'appel formé par le défendeur peut aussi être fondé sur le paiement de la dette dans la mesure où la reconnaissance et l'exécution concernent les paiements échus.

9. La décision sur la contestation ou l'appel est promptement notifiée au demandeur et au défendeur.

10. Tout appel, s'il est permis par la loi de l'État requis, ne doit pas avoir pour effet de suspendre l'exécution de la décision, sauf circonstances exceptionnelles.

11. L'autorité compétente doit agir de façon expéditive pour rendre une décision en matière de reconnaissance et d'exécution.

#### **Article 21 Severability and partial recognition and enforcement**

1. If the State addressed is unable to recognise or enforce the whole of the decision it shall recognise or enforce any severable part of the decision which can be so recognised or enforced.

2. Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.

#### **Article 22 Grounds for refusing recognition and enforcement**

Recognition and enforcement of a decision may be refused if –

a) recognition and enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ("*ordre public*") of the State addressed;

b) the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;

c) proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted;

d) the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed;

e) in a case where the respondent has neither appeared nor was represented in proceedings in the State of origin –

i) when the law of the State of origin provides for notice of proceedings, the respondent did not have proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard; or

ii) when the law of the State of origin does not provide for notice of the proceedings, the respondent did not have proper notice of the decision and an opportunity to challenge or appeal it on fact and law; or

f) the decision was made in violation of Article 18.

#### **Article 23 Procedure on an application for recognition and enforcement**

1. Subject to the provisions of the Convention, the procedures for recognition and enforcement shall be governed by the law of the State addressed.

2. Where an application for recognition and enforcement of a decision has been made through Central Authorities in accordance with Chapter III, the requested Central Authority shall promptly either –

a) refer the application to the competent authority which shall without delay declare the decision enforceable or register the decision for enforcement; or

b) if it is the competent authority take such steps itself.

3. Where the request is made directly to a competent authority in the State addressed in accordance with Article 19(5), that authority shall without delay declare the decision enforceable or register the decision for enforcement.

4. A declaration or registration may be refused only for the reasons specified in Article 22 a). At this stage neither the applicant nor the respondent is entitled to make any submissions.

5. The applicant and the respondent shall be promptly notified of the declaration or registration, made under paragraphs 2 and 3, or the refusal thereof in accordance with paragraph 4, and may bring a challenge or appeal on fact and on a point of law.

6. A challenge or an appeal is to be lodged within 30 days of notification under paragraph 5. If the contesting party is not resident in the Contracting State in which the declaration or registration was made or refused, the challenge or appeal shall be lodged within 60 days of notification.

7. A challenge or appeal may be founded only on the following –

a) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 22;

b) the bases for recognition and enforcement under Article 20;

c) the authenticity or integrity of any document transmitted in accordance with Article 25(1) a), b) or d) or 25(3) b).

8. A challenge or an appeal by a respondent may also be founded on the fulfilment of the debt to the extent that the recognition and enforcement relates to payments that fell due in the past.

9. The applicant and the respondent shall be promptly notified of the decision following the challenge or the appeal.

10. A further appeal, if permitted by the law of the State addressed, shall not have the effect of staying the enforcement of the decision unless there are exceptional circumstances.

11. In taking any decision on recognition and enforcement, including any appeal, the competent authority shall act expeditiously.

#### **Article 24 Alternative procedure on an application for recognition and enforcement**

1. Notwithstanding Article 23(2) to (11), a State may declare in accordance with Article 63 that it will apply the procedure for recognition and enforcement set out in this Article.

2. Where an application for recognition and enforcement of a decision has been made through Central



#### **Article 24 Procédure alternative pour une demande de reconnaissance et d'exécution**

1. Nonobstant l'article 23(2) à (11), un État peut déclarer, conformément à l'article 63, qu'il appliquera la procédure de reconnaissance et d'exécution prévue par cet article.

2. Lorsqu'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision a été présentée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale conformément au chapitre III, l'Autorité centrale requise doit promptement :

a) transmettre la demande à l'autorité compétente qui se prononce sur la demande de reconnaissance et d'exécution ; ou

b) si elle est l'autorité compétente, prendre elle-même ces mesures.

3. Une décision de reconnaissance et d'exécution est rendue par l'autorité compétente après que le défendeur a été dûment et promptement notifié de la procédure et que chacune des parties a eu une opportunité adéquate d'être entendue.

4. L'autorité compétente peut contrôler d'office les bases de reconnaissance et d'exécution spécifiées à l'article 22 a), c) et d). Elle peut contrôler tous les motifs prévus aux articles 20, 22 et 23(7) c) s'ils sont soulevés par le défendeur ou si un doute relatif à ces motifs existe au vu des documents soumis conformément à l'article 25.

5. Un refus de reconnaissance et d'exécution peut aussi être fondé sur le paiement de la dette dans la mesure où la reconnaissance et l'exécution concernent les paiements échus.

6. Tout appel, s'il est permis par la loi de l'État requis, ne doit pas avoir pour effet de suspendre l'exécution de la décision, sauf circonstances exceptionnelles.

7. L'autorité compétente doit agir de façon expéditive pour rendre une décision en matière de reconnaissance et d'exécution.

#### **Article 25 Documents**

1. La demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 23 ou de l'article 24 est accompagnée des documents suivants :

a) le texte complet de la décision ;

b) un document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine et, si la décision émane d'une autorité administrative, un document établissant que les conditions prévues à l'article 19(3) sont remplies à moins que cet État n'ait précisé conformément à l'article 57 que les décisions de ses autorités administratives remplissent dans tous les cas ces conditions ;

c) si le défendeur n'a ni comparu ni été représenté dans les procédures dans l'État d'origine, un document ou des documents attestant, selon le cas, que le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre ou qu'il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester ou d'en appeler en fait et en droit ;

d) si nécessaire, un document établissant le montant des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué ;

e) si nécessaire, dans le cas d'une décision prévoyant une indexation automatique, un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés ;

f) si nécessaire, un document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine.

2. Dans le cas d'une contestation ou d'un appel fondé sur un motif visé à l'article 23(7) c) ou à la requête de l'autorité compétente dans l'État requis, une copie complète du document en question, certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine, est promptement fournie :

a) par l'Autorité centrale de l'État requérant, lorsque la demande a été présentée conformément au chapitre III ;

b) par le demandeur, lorsque la demande a été présentée directement à l'autorité compétente de l'État requis.

3. Un État contractant peut préciser conformément à l'article 57 :

a) qu'un texte complet de la décision certifié conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine doit accompagner la demande ;

b) les circonstances dans lesquelles il accepte, au lieu du texte complet de la décision, un résumé ou un extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine qui peut être présenté au moyen du formulaire recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé ; ou

c) qu'il n'exige pas de document établissant que les conditions prévues à l'article 19(3) sont remplies.

#### **Article 26 Procédure relative à une demande de reconnaissance**

Ce chapitre s'applique *mutatis mutandis* à une demande de reconnaissance d'une décision, à l'exception de l'exigence du caractère exécutoire qui est remplacée par l'exigence selon laquelle la décision produit ses effets dans l'État d'origine.

#### **Article 27 Constatations de fait**

L'autorité compétente de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.

Authorities in accordance with Chapter III, the requested Central Authority shall promptly either –

a) refer the application to the competent authority which shall decide on the request for recognition and enforcement; or

b) if it is the competent authority take such a decision itself.

3. A decision on recognition and enforcement shall be given by the competent authority after the respondent has been duly and promptly notified of the proceedings and both parties have been given an adequate opportunity to be heard.

4. The competent authority may review the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 22 a), c) and d) of its own motion. It may review any grounds listed in Articles 20, 22 and 23(7) c) if raised by the respondent or if concerns relating to those grounds arise from the face of the documents submitted in accordance with Article 25.

5. A refusal of recognition and enforcement may also be founded on the fulfilment of the debt to the extent that the recognition and enforcement relates to payments that fell due in the past.

6. Any appeal, if permitted by the law of the State addressed, shall not have the effect of staying the enforcement of the decision unless there are exceptional circumstances.

7. In taking any decision on recognition and enforcement, including any appeal, the competent authority shall act expeditiously.

#### **Article 25 Documents**

1. An application for recognition and enforcement under Article 23 or Article 24 shall be accompanied by the following –

a) a complete text of the decision;

b) a document stating that the decision is enforceable in the State of origin and, in the case of a decision by an administrative authority, a document stating that the requirements of Article 19(3) are met unless that State has specified in accordance with Article 57 that decisions of its administrative authorities always meet those requirements;

c) if the respondent did not appear and was not represented in the proceedings in the State of origin, a document or documents attesting, as appropriate, either that the respondent had proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, or that the respondent had proper notice of the decision and the opportunity to challenge or appeal it on fact and law;

d) where necessary, a document showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated;

e) where necessary, in the case of a decision providing for automatic adjustment by indexation, a document providing the information necessary to make the appropriate calculations;

f) where necessary, documentation showing the extent to which the applicant received free legal assistance in the State of origin.

2. Upon a challenge or appeal under Article 23(7) c) or upon request by the competent authority in the State addressed, a complete copy of the document concerned, certified by the competent authority in the State of origin, shall be provided promptly –

a) by the Central Authority of the requesting State, where the application has been made in accordance with Chapter III;

b) by the applicant, where the request has been made directly to a competent authority of the State addressed.

3. A Contracting State may specify in accordance with Article 57 –

a) that a complete copy of the decision certified by the competent authority in the State of origin must accompany the application;

b) circumstances in which it will accept, in lieu of a complete text of the decision, an abstract or extract of the decision drawn up by the competent authority of the State of origin, which may be made in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law; or

c) that it does not require a document stating that the requirements of Article 19(3) are met.

#### **Article 26 Procedure on an application for recognition**

This Chapter shall apply *mutatis mutandis* to an application for recognition of a decision, save that the requirement of enforceability is replaced by the requirement that the decision has effect in the State of origin.

#### **Article 27 Findings of fact**

Any competent authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.

#### **Article 28 No review of the merits**

There shall be no review by any competent authority of the State addressed of the merits of a decision.

#### **Article 29 Physical presence of the child or the applicant not required**

The physical presence of the child or the applicant shall

### Article 28 Interdiction de la révision au fond

L'autorité compétente de l'État requis ne procède à aucune révision au fond de la décision.

### Article 29 Présence physique de l'enfant ou du demandeur non requise

La présence physique de l'enfant ou du demandeur n'est pas exigée lors de procédures introduites en vertu du présent chapitre dans l'État requis.

### Article 30 Conventions en matière d'aliments

1. Une convention en matière d'aliments conclue dans un État contractant doit pouvoir être reconnue et exécutée comme une décision en application de ce chapitre si elle est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

2. Aux fins de l'article 10(1) *a*) et *b*) et (2) *a*), le terme « décision » inclut une convention en matière d'aliments.

3. La demande de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments est accompagnée des documents suivants :

*a*) le texte complet de la convention en matière d'aliments ; et

*b*) un document établissant que la convention en matière d'aliments est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

4. La reconnaissance et l'exécution d'une convention en matière d'aliments peuvent être refusées si :

*a*) la reconnaissance et l'exécution sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;

*b*) la convention en matière d'aliments a été obtenue par fraude ou a fait l'objet de falsification ;

*c*) la convention en matière d'aliments est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis.

5. Les dispositions de ce chapitre, à l'exception des articles 20, 22, 23(7) et 25(1) et (3), s'appliquent *mutatis mutandis* à la reconnaissance et à l'exécution d'une convention en matière d'aliments, toutefois :

*a*) une déclaration ou un enregistrement fait conformément à l'article 23(2) et (3) ne peut être refusé que pour les raisons énoncées au paragraphe 4 *a*) ; et

*b*) une contestation ou un appel en vertu de l'article 23(6) ne peut être fondé que sur :

*i*) les motifs de refus de reconnaissance prévus au paragraphe 4 ;

*ii*) l'authenticité ou l'intégrité d'un document transmis conformément au paragraphe 3 ;

*c*) en ce qui concerne la procédure prévue à l'article 24(4), l'autorité compétente peut contrôler d'office les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution spécifiés au paragraphe 4 *a*) de cet article. Elle peut contrôler l'ensemble des bases de reconnaissance et d'exécution prévues au paragraphe 4, ainsi que l'authenticité ou l'intégrité de tout document transmis conformément au paragraphe 3 si cela est soulevé par le défendeur ou si un doute relatif à ces motifs existe au vu de ces documents.

6. La procédure de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments est suspendue si une contestation portant sur la convention est pendante devant une autorité compétente d'un État contractant.

7. Un État peut déclarer que les demandes de reconnaissance et d'exécution des conventions en matière d'aliments ne peuvent être présentées que par l'intermédiaire d'une Autorité centrale.

8. Un État contractant pourra, conformément à l'article 62, se réserver le droit de ne pas reconnaître et exécuter les conventions en matière d'aliments.

### Article 31 Décisions résultant de l'effet combiné d'ordonnances provisoires et de confirmation

Lorsqu'une décision résulte de l'effet combiné d'une ordonnance provisoire rendue dans un État et d'une ordonnance rendue par l'autorité d'un autre État qui confirme cette ordonnance provisoire (« État de confirmation ») :

*a*) chacun de ces États est considéré, aux fins du présent chapitre, comme étant un État d'origine ;

*b*) les conditions prévues à l'article 22 *e*) sont remplies si le défendeur a été dûment avisé de la procédure dans l'État de confirmation et a eu la possibilité de contester la confirmation de l'ordonnance provisoire ; et

*c*) la condition prévue à l'article 20(6) relative au caractère exécutoire de la décision dans l'État d'origine est remplie si la décision est exécutoire dans l'État de confirmation ;

*d*) l'article 18 ne fait pas obstacle à ce qu'une procédure en vue de la modification d'une décision soit initiée dans l'un ou l'autre des États.

#### CHAPITRE VI – EXÉCUTION PAR L'ÉTAT REQUIS

### Article 32 Exécution en vertu du droit interne

1. Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les mesures d'exécution ont lieu conformément à la loi de l'État requis.

2. L'exécution est rapide.

3. En ce qui concerne les demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales, lorsqu'une décision a été déclarée exécutoire ou enregistrée pour

not be required in any proceedings in the State addressed under this Chapter.

### Article 30 Maintenance arrangements

1. A maintenance arrangement made in a Contracting State shall be entitled to recognition and enforcement as a decision under this Chapter provided that it is enforceable as a decision in the State of origin.

2. For the purpose of Article 10(1) *a*) and *b*) and (2) *a*) the term “decision” includes a maintenance arrangement.

3. An application for recognition and enforcement of a maintenance arrangement shall be accompanied by the following –

*a*) a complete text of the maintenance arrangement; and

*b*) a document stating that the particular maintenance arrangement is enforceable as a decision in the State of origin.

4. Recognition and enforcement of a maintenance arrangement may be refused if –

*a*) the recognition and enforcement is manifestly incompatible with the public policy of the State addressed;

*b*) the maintenance arrangement was obtained by fraud or falsification;

*c*) the maintenance arrangement is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed.

5. The provisions of this Chapter, with the exception of Articles 20, 22, 23(7) and 25(1) and (3), shall apply *mutatis mutandis* to the recognition and enforcement of a maintenance arrangement save that –

*a*) a declaration or registration in accordance with Article 23(2) and (3) may be refused only for the reasons specified in paragraph 4 *a*); and

*b*) a challenge or appeal as referred to in Article 23(6) may be founded only on the following –

*i*) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in paragraph 4;

*ii*) the authenticity or integrity of any document transmitted in accordance with paragraph 3;

*c*) as regards the procedure under Article 24(4), the competent authority may review of its own motion the grounds for refusing recognition and enforcement set out in paragraph 4 *a*) of this Article. It may review all grounds listed in paragraph 4 of this Article and the authenticity or integrity of any document transmitted in accordance with paragraph 3 if raised by the respondent or if concerns relating to those grounds arise from the face of those documents.

6. Proceedings for recognition and enforcement of a maintenance arrangement shall be suspended if a challenge concerning the arrangement is pending before a competent authority of a Contracting State.

7. A State may declare that applications for recognition and enforcement of a maintenance arrangement shall only be made through Central Authorities.

8. A Contracting State may, in accordance with Article 62, reserve the right not to recognise and enforce a maintenance arrangement.

### Article 31 Decisions produced by the combined effect of provisional and confirmation orders

Where a decision is produced by the combined effect of a provisional order made in one State and an order by an authority in another State (“the confirming State”) confirming the provisional order –

*a*) each of those States shall be deemed for the purposes of this Chapter to be a State of origin;

*b*) the requirements of Article 22 *e*) shall be met if the respondent had proper notice of the proceedings in the confirming State and an opportunity to oppose the confirmation of the provisional order; and

*c*) the requirement of Article 20(6) that a decision be enforceable in the State of origin shall be met if the decision is enforceable in the confirming State;

*d*) Article 18 shall not prevent proceedings for the modification of the decision being commenced in either State.

#### CHAPTER VI – ENFORCEMENT BY THE STATE ADDRESSED

### Article 32 Enforcement under internal law

1. Subject to the provisions of this Chapter, enforcement shall take place in accordance with the law of the State addressed.

2. Enforcement shall be prompt.

3. In the case of applications through Central Authorities, where a decision has been declared enforceable or registered for enforcement under Chapter V, enforcement shall proceed without the need for further action by the applicant.

4. Effect shall be given to any rules applicable in the State of origin of the decision relating to the duration of the maintenance obligation.

5. Any limitation on the period for which arrears may be enforced shall be determined either by the law of the State of origin of the decision or by the law of the State addressed, whichever provides for the longer limitation period.

exécution en application du chapitre V, il est procédé à l'exécution sans qu'il soit besoin d'aucune autre action du demandeur.

4. Il est donné effet à toute règle relative à la durée de l'obligation alimentaire applicable dans l'État d'origine de la décision.

5. Le délai de prescription relatif à l'exécution des arrérages est déterminé par celle des lois de l'État d'origine de la décision ou de l'État requis qui prévoit le délai plus long.

#### **Article 33 Non-discrimination**

Dans les affaires relevant de la Convention, l'État requis prévoit des mesures d'exécution au moins équivalentes à celles qui sont applicables aux affaires internes.

#### **Article 34 Mesures d'exécution**

1. Les États contractants doivent rendre disponibles dans leur droit interne des mesures efficaces afin d'exécuter les décisions en application de la Convention.

2. De telles mesures peuvent comporter :

- a) la saisie des salaires ;
- b) les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;
- c) les déductions sur les prestations de sécurité sociale ;
- d) le gage sur les biens ou leur vente forcée ;
- e) la saisie des remboursements d'impôt ;
- f) la retenue ou saisie des pensions de retraite ;
- g) le signalement aux organismes de crédit ;
- h) le refus de délivrance, la suspension ou le retrait de divers permis (le permis de conduire par exemple) ;
- i) le recours à la médiation, à la conciliation et à d'autres modes alternatifs de résolution des différends afin de favoriser une exécution volontaire.

#### **Article 35 Transferts de fonds**

1. Les États contractants sont encouragés à promouvoir, y compris au moyen d'accords internationaux, l'utilisation des moyens disponibles les moins coûteux et les plus efficaces pour effectuer les transferts de fonds destinés à être versés à titre d'aliments.

2. Un État contractant dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accordé la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés en vertu de la présente Convention.

### CHAPITRE VII – ORGANISMES PUBLICS

#### **Article 36 Organismes publics en qualité de demandeur**

1. Aux fins d'une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 10(1) *a*) et *b*) et des affaires couvertes par l'article 20(4), le terme « créancier » inclut un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou auquel est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments.

2. Le droit d'un organisme public d'agir à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou de demander le remboursement de la prestation fournie au créancier à titre d'aliments est soumis à la loi qui régit l'organisme.

3. Un organisme public peut demander la reconnaissance ou l'exécution :

- a) d'une décision rendue contre un débiteur à la demande d'un organisme public qui poursuit le paiement de prestations fournies à titre d'aliments ;
- b) d'une décision rendue entre un créancier et un débiteur, à concurrence des prestations fournies au créancier à titre d'aliments.

4. L'organisme public qui invoque la reconnaissance ou qui sollicite l'exécution d'une décision produite, sur demande, tout document de nature à établir son droit en application du paragraphe 2 et le paiement des prestations au créancier.

### CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### **Article 37 Demandes présentées directement aux autorités compétentes**

1. La Convention n'exclut pas la possibilité de recourir aux procédures disponibles en vertu du droit interne d'un État contractant autorisant une personne (le demandeur) à saisir directement une autorité compétente de cet État dans une matière régie par la Convention, y compris, sous réserve de l'article 18, en vue de l'obtention ou de la modification d'une décision en matière d'aliments.

2. Les articles 14(5) et 17 *b*) et les dispositions des chapitres V, VI, VII et de ce chapitre, à l'exception des articles 40(2), 42, 43(3), 44(3), 45 et 55 s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à une autorité compétente d'un État contractant.

3. Aux fins du paragraphe 2, l'article 2(1) *a*) s'applique à une décision octroyant des aliments à une personne vulnérable dont l'âge est supérieur à l'âge précisé dans cet alinéa lorsqu'une telle décision a été rendue avant que la personne n'ait atteint cet âge et a accordé des aliments au-delà de cet âge en raison de l'altération de ses capacités.

#### **Article 33 Non-discrimination**

The State addressed shall provide at least the same range of enforcement methods for cases under the Convention as are available in domestic cases.

#### **Article 34 Enforcement measures**

1. Contracting States shall make available in internal law effective measures to enforce decisions under this Convention.

2. Such measures may include –

- a) wage withholding;
- b) garnishment from bank accounts and other sources;
- c) deductions from social security payments;
- d) lien on or forced sale of property;
- e) tax refund withholding;
- f) withholding or attachment of pension benefits;
- g) credit bureau reporting;
- h) denial, suspension or revocation of various licenses (for example, driving licenses);
- i) the use of mediation, conciliation or similar processes to bring about voluntary compliance.

#### **Article 35 Transfer of funds**

1. Contracting States are encouraged to promote, including by means of international agreements, the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds payable as maintenance.

2. A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable under this Convention.

### CHAPITRE VII – PUBLIC BODIES

#### **Article 36 Public bodies as applicants**

1. For the purposes of applications for recognition and enforcement under Article 10(1) *a*) and *b*) and cases covered by Article 20(4), "creditor" includes a public body acting in place of an individual to whom maintenance is owed or one to which reimbursement is owed for benefits provided in lieu of maintenance.

2. The right of a public body to act in place of an individual to whom maintenance is owed or to seek reimbursement of benefits provided to the creditor in place of maintenance shall be governed by the law to which the body is subject.

3. A public body may seek recognition or claim enforcement of –

- a) a decision rendered against a debtor on the application of a public body which claims payment of benefits provided in place of maintenance;
- b) a decision rendered between a creditor and debtor to the extent of the benefits provided to the creditor in place of maintenance.

4. The public body seeking recognition or claiming enforcement of a decision shall upon request furnish any document necessary to establish its right under paragraph 2 and that benefits have been provided to the creditor.

### CHAPTER VIII – GENERAL PROVISIONS

#### **Article 37 Direct requests to competent authorities**

1. The Convention shall not exclude the possibility of recourse to such procedures as may be available under the internal law of a Contracting State allowing a person (an applicant) to seize directly a competent authority of that State in a matter governed by the Convention including, subject to Article 18, for the purpose of having a maintenance decision established or modified.

2. Articles 14(5) and 17 *b*) and the provisions of Chapters V, VI, VII and this Chapter with the exception of Articles 40(2), 42, 43(3), 44(3), 45 and 55 shall apply in relation to a request for recognition and enforcement made directly to a competent authority in a Contracting State.

3. For the purpose of paragraph 2, Article 2(1) *a*) shall apply to a decision granting maintenance to a vulnerable person over the age specified in that sub-paragraph where such decision was rendered before the person reached that age and provided for maintenance beyond that age by reason of the impairment.

#### **Article 38 Protection of personal data**

Personal data gathered or transmitted under the Convention shall be used only for the purposes for which it was gathered or transmitted.

#### **Article 39 Confidentiality**

### **Article 38 Protection des données à caractère personnel**

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises.

### **Article 39 Confidentialité**

Toute autorité traitant de renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

### **Article 40 Non-divulgateion de renseignements**

1. Une autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle estime que la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait en être compromise.

2. Une décision en ce sens prise par une Autorité centrale doit être prise en compte par une autre Autorité centrale, en particulier dans les cas de violence familiale.

3. Le présent article ne fait pas obstacle au recueil et à la transmission de renseignements entre autorités, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des obligations découlant de la Convention.

### **Article 41 Dispense de légalisation**

Aucune légalisation ni formalité similaire ne sera requise dans le contexte de la Convention.

### **Article 42 Procuration**

L'Autorité centrale de l'État requis ne peut exiger une procuration du demandeur que si elle agit en son nom dans des procédures judiciaires ou dans des procédures engagées devant d'autres autorités ou afin de désigner un représentant à ces fins.

### **Article 43 Recouvrement des frais**

1. Le recouvrement de tous frais encourus pour l'application de cette Convention n'a pas de priorité sur le recouvrement des aliments.

2. Un État peut recouvrer les frais à l'encontre d'une partie perdante.

3. Pour les besoins d'une demande en vertu de l'article 10(1) *b*) afin de recouvrer les frais d'une partie qui succombe en vertu du paragraphe 2, le terme « créancier » dans l'article 10(1) inclut un État.

4. Cet article ne déroge pas à l'article 8.

### **Article 44 Exigences linguistiques**

1. Toute demande et tout document s'y rattachant sont rédigés dans la langue originale et accompagnés d'une traduction dans une langue officielle de l'État requis ou

dans toute autre langue que l'État requis aura indiqué pouvoir accepter, par une déclaration faite conformément à l'article 63, sauf dispense de traduction de l'autorité compétente de cet État.

2. Tout État contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents dans l'une de ces langues, doit faire connaître, par une déclaration faite conformément à l'article 63, la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

3. Sauf si les Autorités centrales en ont convenu autrement, toute autre communication entre elles est adressée dans une langue officielle de l'État requis ou en français ou en anglais. Toutefois, un État contractant peut, en faisant la réserve prévue à l'article 62, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.

### **Article 45 Moyens et coûts de traduction**

1. Dans le cas de demandes prévues au chapitre III, les Autorités centrales peuvent convenir, dans une affaire particulière ou de façon générale, que la traduction dans la langue officielle de l'État requis sera faite dans l'État requis à partir de la langue originale ou de toute autre langue convenue. S'il n'y a pas d'accord et si l'Autorité centrale requérante ne peut remplir les exigences de l'article 44(1) et (2), la demande et les documents s'y rattachant peuvent être transmis accompagnés d'une traduction en français ou anglais pour traduction ultérieure dans une langue officielle de l'État requis.

2. Les frais de traduction découlant de l'application du paragraphe premier sont à la charge de l'État requérant, sauf accord contraire des Autorités centrales des États concernés.

3. Nonobstant l'article 8, l'Autorité centrale requérante peut mettre à la charge du demandeur les frais de traduction d'une demande et des documents s'y rattachant, sauf si ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance juridique.

### **Article 46 Systèmes juridiques non unifiés – interprétation**

1. Au regard d'un État dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

*a*) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

*b*) toute référence à une décision obtenue, reconnue et/ou exécutée, et modifiée dans cet État vise, le cas échéant, une décision obtenue, reconnue et/ou exécutée, et modifiée dans l'unité territoriale considérée ;

Any authority processing information shall ensure its confidentiality in accordance with the law of its State.

### **Article 40 Non-disclosure of information**

1. An authority shall not disclose or confirm information gathered or transmitted in application of this Convention if it determines that to do so could jeopardise the health, safety or liberty of a person.

2. A determination to this effect made by one Central Authority shall be taken into account by another Central Authority, in particular in cases of family violence.

3. Nothing in this Article shall impede the gathering and transmitting of information by and between authorities in so far as necessary to carry out the obligations under the Convention.

### **Article 41 No legalisation**

No legalisation or similar formality may be required in the context of this Convention.

### **Article 42 Power of attorney**

The Central Authority of the requested State may require a power of attorney from the applicant only if it acts on his or her behalf in judicial proceedings or before other authorities, or in order to designate a representative so to act.

### **Article 43 Recovery of costs**

1. Recovery of any costs incurred in the application of this Convention shall not take precedence over the recovery of maintenance.

2. A State may recover costs from an unsuccessful party.

3. For the purposes of an application under Article 10(1) *b*) to recover costs from an unsuccessful party in accordance with paragraph 2, the term "creditor" in Article 10(1) shall include a State.

4. This Article shall be without prejudice to Article 8.

### **Article 44 Language requirements**

1. Any application and related documents shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into an official language of the requested State or in another language which the requested State has indicated, by way of declaration in accordance with Article 63, it will accept, unless the competent authority of that State dispenses with translation.

2. A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents in one of those

languages shall by declaration in accordance with Article 63 specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

3. Unless otherwise agreed by the Central Authorities, any other communications between such Authorities shall be in an official language of the requested State or in either English or French. However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article 62, object to the use of either French or English.

### **Article 45 Means and costs of translation**

1. In the case of applications under Chapter III, the Central Authorities may agree in an individual case or generally that the translation into an official language of the requested State may be made in the requested State from the original language or from any other agreed language. If no agreement can be reached and it is not possible for the requesting Central Authority to comply with the requirements of Article 44(1) and (2), then the application and related documents may be transmitted with translation into French or English for further translation into an official language of the requested State.

2. The cost of translation arising from the application of paragraph 1 shall be borne by the requesting State unless otherwise agreed by Central Authorities of the States concerned.

3. Notwithstanding Article 8, the requesting Central Authority may charge an applicant for the costs of translation of an application and related documents, except in so far as those costs may be covered by its system of legal assistance.

### **Article 46 Non-unified legal systems – interpretation**

1. In relation to a State in which two or more systems of law or sets of rules of law with regard to any matter dealt with in this Convention apply in different territorial units –

*a*) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;

*b*) any reference to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in a territorial unit;

*c*) any reference to a judicial or administrative authority in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a judicial or administrative authority in the relevant territorial unit;

*d*) any reference to competent authorities, public bodies, and other bodies of that State, other than Central Authorities, shall be construed as referring, where appropriate, to those authorised to act in the relevant territorial unit;

c) toute référence à une autorité judiciaire ou administrative de cet État vise, le cas échéant, une autorité judiciaire ou administrative de l'unité territoriale considérée ;

d) toute référence aux autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes de cet État vise, le cas échéant, les autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes habilités à agir dans l'unité territoriale considérée ;

e) toute référence à la résidence ou la résidence habituelle dans cet État vise, le cas échéant, la résidence ou la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;

f) toute référence à la localisation des biens dans cet État vise, le cas échéant, la localisation des biens dans l'unité territoriale considérée ;

g) toute référence à une entente de réciprocité en vigueur dans un État vise, le cas échéant, une entente de réciprocité en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

h) toute référence à l'assistance juridique gratuite dans cet État vise, le cas échéant, l'assistance juridique gratuite dans l'unité territoriale considérée ;

i) toute référence à une convention en matière d'aliments conclue dans un État vise, le cas échéant, une convention en matière d'aliments conclue dans l'unité territoriale considérée ;

j) toute référence au recouvrement des frais par un État vise, le cas échéant, le recouvrement des frais par l'unité territoriale considérée.

2. Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### **Article 47 Systèmes juridiques non unifiés – règles matérielles**

1. Un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

2. Une autorité compétente dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter une décision d'un autre État contractant au seul motif que la décision a été reconnue ou exécutée dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

3. Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### **Article 48 Coopération avec les Conventions de La Haye antérieures en matière d'obligations alimentaires**

Dans les rapports entre les États contractants, et sous réserve de l'application de l'article 56(2), la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention.

#### **Article 49 Coopération avec la Convention de New York de 1956**

Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger* du 20 juin 1956, établie par les Nations Unies, dans la mesure où son champ d'application entre lesdits États correspond au champ d'application de la présente Convention.

#### **Article 50 Relations avec les Conventions de La Haye antérieures relatives à la notification d'actes et à l'obtention de preuves**

La présente Convention ne déroge pas à la *Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile*, ni à la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*, ni à la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale*.

#### **Article 51 Coopération avec les instruments et accords complémentaires**

1. La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux conclus avant la présente Convention auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

2. Tout État contractant peut conclure avec un ou plusieurs États contractants des accords qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la Convention afin d'améliorer l'application de la Convention entre eux à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la Convention et n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec d'autres États contractants, l'application des dispositions de la Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

3. Les paragraphes premier et 2 s'appliquent également aux ententes de réciprocité et aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux.

e) any reference to residence or habitual residence in that State shall be construed as referring, where appropriate, to residence or habitual residence in a territorial unit;

f) any reference to location of assets in that State shall be construed as referring, where appropriate, to the location of assets in the relevant territorial unit.

g) any reference to a reciprocity arrangement in force in a State shall be construed as referring, where appropriate, to a reciprocity arrangement in force in the relevant territorial unit;

h) any reference to free legal assistance in that State shall be construed as referring, where appropriate, to free legal assistance in the relevant territorial unit;

i) any reference to a maintenance arrangement made in a State shall be construed as referring, where appropriate, to a maintenance arrangement made in the relevant territorial unit;

j) any reference to recovery of costs by a State shall be construed as referring, where appropriate, to the recovery of costs by the relevant territorial unit.

2. This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### **Article 47 Non-unified legal systems – substantive rules**

1. A Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

2. A competent authority in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a decision from another Contracting State solely because the decision has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

3. This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### **Article 48 Co-ordination with prior Hague Maintenance Conventions**

In relations between the Contracting States, this Convention replaces, subject to Article 56(2), the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions relating to Maintenance Obligations* and the *Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children* in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.

#### **Article 49 Co-ordination with the 1956 New York Convention**

In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *United Nations Convention on the Recovery Abroad of Maintenance* of 20 June 1956, in so far as its scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.

#### **Article 50 Relationship with prior Hague Conventions on service of documents and taking of evidence**

This Convention does not affect the Hague Convention of 1 March 1954 on civil procedure, the *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters* and the *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*.

#### **Article 51 Co-ordination of instruments and supplementary agreements**

1. This Convention does not affect any international instrument concluded before this Convention to which Contracting States are Parties and which contains provisions on matters governed by this Convention.

2. Any Contracting State may conclude with one or more Contracting States agreements, which contain provisions on matters governed by the Convention, with a view to improving the application of the Convention between or among themselves, provided that such agreements are consistent with the objects and purpose of the Convention and do not affect, in the relationship of such States with other Contracting States, the application of the provisions of the Convention. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

3. Paragraphs 1 and 2 shall also apply to reciprocity arrangements and to uniform laws based on special ties between the States concerned.

4. This Convention shall not affect the application of instruments of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, adopted after the conclusion of the Convention, on matters governed by the Convention provided that such instruments do not affect, in the relationship of such States with other Contracting States, the application of the provisions of the Convention. As concerns the recognition or enforcement of decisions as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation, this Convention shall not affect the rules of the Regional Economic Integration Organisation, whether adopted before or after the conclusion of the Convention.

4. La présente Convention n'affecte pas l'application d'instruments d'une Organisation régionale d'intégration économique partie à la présente Convention, ayant été adoptés après la conclusion de la Convention, en ce qui a trait aux matières régies par la Convention, à condition que de tels instruments n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec d'autres États contractants, l'application des dispositions de la Convention. En ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de décisions entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique, la Convention n'affecte pas les règles de l'Organisation régionale d'intégration économique, que ces règles aient été adoptées avant ou après la conclusion de la Convention.

#### **Article 52 Règle de l'efficacité maximale**

1. La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'un accord, d'une entente ou d'un instrument international en vigueur entre l'État requérant et l'État requis ou d'une entente de réciprocité en vigueur dans l'État requis et qui prévoit :

- a) des bases plus larges pour la reconnaissance des décisions en matières d'aliments, sans préjudice de l'article 22 *f*) de la Convention ;
- b) des procédures simplifiées et accélérées relatives à une demande de reconnaissance et d'exécution de décisions en matières d'aliments ;
- c) une assistance juridique plus favorable que celle prévue aux articles 14 à 17 ; ou
- d) des procédures permettant à un demandeur dans un État requérant de présenter une demande directement à l'Autorité centrale de l'État requis.

2. La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'une loi en vigueur dans l'État requis prévoyant des règles plus efficaces pour ce qui est mentionné au paragraphe premier *a*) à *c*). Cependant, en ce qui concerne les procédures simplifiées et accélérées mentionnées au paragraphe premier *b*), elles doivent être compatibles avec la protection offerte aux parties en vertu des articles 23 et 24, en particulier en ce qui a trait aux droits des parties de se voir dûment notifier les procédures et de disposer d'une opportunité adéquate d'être entendues et aux effets d'une contestation ou d'un appel.

#### **Article 53 Interprétation uniforme**

Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

#### **Article 54 Examen du fonctionnement pratique de la Convention**

1. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention et d'encourager le

développement de bonnes pratiques en vertu de la Convention.

2. À cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent afin de recueillir les informations relatives au fonctionnement pratique de la Convention, y compris des statistiques et de la jurisprudence.

#### **Article 55 Amendement des formulaires**

1. Les formulaires modèles annexés à la présente Convention pourront être amendés par décision d'une Commission spéciale qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé et à laquelle seront invités tous les États contractants et tous les États membres. La proposition d'amender les formulaires devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

2. Les amendements seront adoptés par des États contractants présents à la Commission spéciale. Ils entreront en vigueur pour tous les États contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le dépositaire les aura communiqués à tous les États contractants.

3. Au cours du délai prévu au paragraphe 2, tout État contractant pourra notifier par écrit au dépositaire qu'il entend faire une réserve à cet amendement, conformément à l'article 62. L'État qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

#### **Article 56 Dispositions transitoires**

1. La Convention s'applique dans tous les cas où :

a) une requête visée à l'article 7 ou une demande prévue au chapitre III a été reçue par l'Autorité centrale de l'État requis après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État requérant et l'État requis ;

b) une demande de reconnaissance et d'exécution a été présentée directement à une autorité compétente de l'État requis après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis.

2. En ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution des décisions entre les États contractants à la présente Convention qui sont également parties aux Conventions de La Haye mentionnées à l'article 48, si les conditions pour la reconnaissance et l'exécution prévues par la présente Convention font obstacle à la reconnaissance et à l'exécution d'une décision rendue dans l'État d'origine avant l'entrée en vigueur de la présente Convention dans cet État et qui à défaut aurait été reconnue et exécutée en vertu de la Convention qui était en vigueur lorsque la décision a été rendue, les conditions de cette dernière Convention s'appliquent.

3. L'État requis n'est pas tenu, en vertu de la Convention, d'exécuter une décision ou une convention en

#### **Article 52 Most effective rule**

1. This Convention shall not prevent the application of an agreement, arrangement or international instrument in force between the requesting State and the requested State, or a reciprocity arrangement in force in the requested State that provides for –

a) broader bases for recognition of maintenance decisions, without prejudice to Article 22 *f*) of the Convention;

b) simplified, more expeditious procedures on an application for recognition or enforcement of maintenance decisions;

c) more beneficial legal assistance than that provided for under Articles 14 to 17; or

d) procedures permitting an applicant from a requesting State to make an application directly to the Central Authority of the requested State.

2. This Convention shall not prevent the application of a law in force in the requested State that provides for more effective rules as referred to in paragraph 1 *a*) to *c*). However, as regards simplified and more expeditious procedures referred to in paragraph 1 *b*), they must be compatible with the protection offered to the parties under Articles 23 and 24, in particular as regards the rights of the parties to be duly notified of the proceedings and be given adequate opportunity to be heard and as regards the effects of any challenge or appeal.

#### **Article 53 Uniform interpretation**

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

#### **Article 54 Review of practical operation of the Convention**

1. The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention and to encourage the development of good practices under the Convention.

2. For the purpose of such review Contracting States shall co-operate with the Permanent Bureau in the gathering of information, including statistics and case law, concerning the practical operation of the Convention.

#### **Article 55 Amendment of forms**

1. The forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convened by the Secretary General of the Hague Conference on

Private International Law to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

2. Amendments adopted by the Contracting States present at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the depositary to all Contracting States.

3. During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the depositary make a reservation, in accordance with Article 62, with respect to the amendment. The State making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

#### **Article 56 Transitional provisions**

1. The Convention shall apply in every case where –

a) a request pursuant to Article 7 or an application pursuant to Chapter III has been received by the Central Authority of the requested State after the Convention has entered into force between the requesting State and the requested State;

b) a direct request for recognition and enforcement has been received by the competent authority of the State addressed after the Convention has entered into force between the State of origin and the State addressed.

2. With regard to the recognition and enforcement of decisions between Contracting States to this Convention that are also Party to either of the Hague Maintenance Conventions mentioned in Article 48 if the conditions for the recognition and enforcement under this Convention prevent the recognition and enforcement of a decision, given in the State of origin before the entry into force of this Convention for that State, that would otherwise have been recognised and enforced under the terms of the Convention that was in effect at the time the decision was rendered, the conditions of that Convention shall apply.

3. The State addressed shall not be bound under this Convention to enforce a decision, or a maintenance arrangement in respect of payments falling due prior to the entry into force of the Convention between the State of origin and the State addressed except for maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a person under the age of 21.

#### **Article 57 Provision of information concerning laws, procedures and services**

1. A Contracting State, by the time its instrument of ratification or accession is deposited or a declaration is submitted in accordance with Article 61 of the

matière d'aliments pour ce qui concerne les paiements échus avant l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis sauf en ce qui concerne les obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'une personne de moins de 21 ans.

#### **Article 57 Informations relatives aux lois, procédures et services**

1. Un État contractant, au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion ou une déclaration faite en vertu de l'article 61 de la Convention, fournit au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé :

a) une description de sa législation et de ses procédures applicables en matière d'obligations alimentaires ;

b) une description des mesures qu'il prendra pour satisfaire à ses obligations en vertu de l'article 6 ;

c) une description de la manière dont il procurera aux demandeurs un accès effectif aux procédures conformément à l'article 14 ;

d) une description de ses règles et procédures d'exécution, y compris les limites apportées à l'exécution, en particulier les règles de protection du débiteur et les délais de prescription ;

e) toute précision à laquelle l'article 25(1) b) et (3) fait référence.

2. Les États contractants peuvent, pour satisfaire à leurs obligations découlant du paragraphe premier, utiliser un formulaire de Profil des États pouvant être recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.

3. Les informations sont tenues à jour par les États contractants.

#### CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

#### **Article 58 Signature, ratification et adhésion**

1. La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session et des autres États qui ont participé à cette Session.

2. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

3. Tout autre État ou Organisation régionale d'intégration économique pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 60(1).

4. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

5. L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérent et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les 12 mois suivant la date de la notification prévue à l'article 65. Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, postérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

#### **Article 59 Organisations régionales d'intégration économique**

1. Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par la Convention.

2. Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont délégué leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3. Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer, conformément à l'article 63, qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que les États membres qui ont transféré leur compétence à l'Organisation régionale d'intégration économique dans ce domaine seront liés par la présente Convention par l'effet de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

4. Pour les fins de l'entrée en vigueur de la Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique ne fasse une déclaration conformément paragraphe 3.

5. Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie. Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique conformément paragraphe 3, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation concernés.

Convention, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with –

a) a description of its laws and procedures concerning maintenance obligations;

b) a description of the measures it will take to meet the obligations under Article 6;

c) a description of how it will provide applicants with effective access to procedures, as required under Article 14;

d) a description of its enforcement rules and procedures, including any limitations on enforcement, in particular debtor protection rules and limitation periods;

e) any specification referred to in Article 25(1) b) and (3).

2. Contracting States may, in fulfilling their obligations under paragraph 1, utilise a Country Profile form as may be recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

3. Information shall be kept up to date by the Contracting States.

#### CHAPTER IX – FINAL PROVISIONS

#### **Article 58 Signature, ratification and accession**

1. The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twenty-First Session and by the other States which participated in that Session.

2. It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

3. Any other State or Regional Economic Integration Organisation may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 60(1).

4. The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

5. Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the 12 months after the date of the notification referred to in Article 65. Such an objection may also be raised by States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the depositary.

#### **Article 59 Regional Economic Integration Organisations**

1. A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2. The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3. At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare in accordance with Article 63 that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that the Member States which have transferred competence to the Regional Economic Integration Organisation in respect of the matter in question shall be bound by this Convention by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

4. For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation makes a declaration in accordance with paragraph 3.

5. Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it, where appropriate. In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 3, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to the relevant Member States of the Organisation, where appropriate.

#### **Article 60 Entry into force**

1. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 58.

2. Thereafter the Convention shall enter into force –

#### **Article 60 Entrée en vigueur**

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation visé par l'article 58.

2. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique au sens de l'article 59(1) ratifiant, acceptant, approuvant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

b) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique mentionné à l'article 58(3), le lendemain de l'expiration de la période durant laquelle des objections peuvent être élevées en vertu de l'article 58(5) ;

c) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 61, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification de la déclaration visée dans ledit article.

#### **Article 61 Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés**

1. Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer, en vertu de l'article 63, que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2. Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3. Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4. Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### **Article 62 Réserves**

1. Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 61, faire une ou plusieurs réserves prévues aux articles 2(2), 20(2), 30(8), 44(3) et 55(3). Aucune autre réserve ne sera admise.

2. Tout État pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au dépositaire.

3. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée au paragraphe 2.

4. Les réserves faites en application de cet article ne sont pas réciproques à l'exception de la réserve prévue à l'article 2(2).

#### **Article 63 Déclarations**

1. Les déclarations visées aux articles 2(3), 11(1)g), 16(1), 24(1), 44(1) et (2), 59(3) et 61(1) peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2. Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3. Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4. Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

#### **Article 64 Dénonciation**

1. Tout État contractant pourra dénoncer la Convention par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un État à plusieurs unités auxquelles s'applique la Convention.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

#### **Article 65 Notification**

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles 58 et 59, les renseignements suivants :

a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées aux articles 58 et 59 ;

b) les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 58(5) ;

c) la date d'entrée en vigueur de la Convention conformément aux dispositions à l'article 60 ;

a) for each State or Regional Economic Integration Organisation referred to in Article 59(1) subsequently ratifying, accepting, approving it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

b) for each State or Regional Economic Integration Organisation referred to in Article 58(3) on the day after the end of the period during which objections may be raised in accordance with Article 58(5);

c) for a territorial unit to which the Convention has been extended in accordance with Article 61, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

#### **Article 61 Declarations with respect to non-unified legal systems**

1. If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in the Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare in accordance with Article 63 that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2. Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3. If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

4. This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### **Article 62 Reservations**

1. Any Contracting State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article 61, make one or more of the reservations provided for in Articles 2(2), 20(2), 30(8), 44(3) and 55(3). No other reservation shall be permitted.

2. Any State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the depositary.

3. The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in paragraph 2.

4. Reservations under this Article shall have no reciprocal effect with the exception of the reservation provided for in Article 2(2).

#### **Article 63 Declarations**

1. Declarations referred to in Articles 2(3), 11(1)g), 16(1), 24(1), 44(1) and (2), 59(3) and 61(1), may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2. Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3. A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4. A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of three months after the date on which the notification is received by the depositary.

#### **Article 64 Denunciation**

1. A Contracting State to the Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a multi-unit State to which the Convention applies.

2. The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

#### **Article 65 Notification**

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles 58 and 59 of the following –

a) the signatures, ratifications, acceptances and approvals referred to in Articles 58 and 59;

b) the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 58(5);

c) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 60;

d) the declarations referred to in Articles 2(3), 11(1)g), 16(1), 24(1), 44(1) and (2), 58(5), 59(3) and 61(1);

e) the agreements referred to in Article 51(2);

f) the reservations referred to in Articles 2(2), 20(2), 30(8), 44(3) and 55(3), and the withdrawals referred to in Article 62(2);

g) the denunciations referred to in Article 64.



- d) les déclarations prévues aux articles 2(3), 11(1) g), 16(1), 24(1), 44(1) et (2), 58(5), 59(3) et 61(1) ;
- e) les accords prévus à l'article 51(2) ;
- f) les réserves prévues aux articles 2(2), 20(2), 30(8), 44(3), 55(3) et le retrait des réserves prévu à l'article 62(2) ;
- g) les dénonciations prévues à l'article 64.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le ..... 2007, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session ainsi qu'à chacun des autres États ayant participé à cette Session.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the ..... day of ..... 2007, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twenty-First Session and to each of the other States which have participated in that Session.

ANNEXE I

**Formulaire de transmission en vertu de l'article 12(2)**

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

*Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de telles données en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.*

*Une autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.*

Une décision de non-divulgaration a été prise par une Autorité centrale conformément à l'article 40.

1. Autorité centrale requérante	2. Personne à contacter dans l'État requérant
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e. Numéro de référence	e. Langue(s)

3. Autorité centrale requise \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

4. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : \_\_\_\_\_

b. Prénom(s) : \_\_\_\_\_

c. Date de naissance : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa)

ou

a. Nom de l'organisme public : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

ANNEX I

**Transmittal form under Article 12(2)**

CONFIDENTIALITY AND PERSONAL DATA PROTECTION NOTICE

*Personal data gathered or transmitted under the Convention shall be used only for the purposes for which it was gathered or transmitted. Any authority processing such data shall ensure its confidentiality, in accordance with the law of its State.*

*An authority shall not disclose or confirm information gathered or transmitted in application of this Convention if it determines that to do so could jeopardise the health, safety or liberty of a person in accordance with Article 40.*

A determination of non-disclosure has been made by a Central Authority in accordance with Article 40.

1. Requesting Central Authority	2. Contact person in requesting State
a. Address	a. Address (if different)
b. Telephone number	b. Telephone number (if different)
c. Fax number	c. Fax number (if different)
d. E-mail	d. E-mail (if different)
e. Reference number	e. Language(s)

3. Requested Central Authority: \_\_\_\_\_  
 Address \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

4. Particulars of the applicant

a. Family name(s): \_\_\_\_\_

b. Given name(s): \_\_\_\_\_

c. Date of birth: \_\_\_\_\_ (dd/mm/yyyy)

or

a. Name of the public body : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

5. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

- a.  La personne est la même que le demandeur identifié au point 4
- b. i. Nom(s) de famille : \_\_\_\_\_  
Prénom(s) : \_\_\_\_\_  
Date de naissance : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa)
- ii. Nom(s) de famille : \_\_\_\_\_  
Prénom(s) : \_\_\_\_\_  
Date de naissance : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa)
- iii. Nom(s) de famille : \_\_\_\_\_  
Prénom(s) : \_\_\_\_\_  
Date de naissance : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa)

6. Renseignements à caractère personnel concernant le débiteur<sup>1</sup>

- a.  La personne est la même que le demandeur identifié au point 4
- b. Nom(s) de famille : \_\_\_\_\_
- c. Prénom(s) : \_\_\_\_\_
- d. Date de naissance : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa)

7. Ce formulaire de transmission concerne et est accompagné d'une demande visée à :

- l'article 10(1) a)  
 l'article 10(1) b)  
 l'article 10(1) c)  
 l'article 10(1) d)  
 l'article 10(1) e)  
 l'article 10(1) f)  
 l'article 10(2) a)  
 l'article 10(2) b)  
 l'article 10(2) c)

8. Les documents suivants sont annexés à la demande :

- a. Pour les fins d'une demande en vertu de l'article 10(1) a) et :  
Conformément à l'article 25 :
- Texte complet de la décision (art. 25(1) a)  
 Résumé ou extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine (art. 25(3) b) (le cas échéant)

<sup>1</sup> En vertu de l'article 3 de la Convention, « « débiteur » signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ».

5. Particulars of the person(s) for whom maintenance is sought or payable

- a.  The person is the same as the applicant named in point 4
- b. i. Family name(s): \_\_\_\_\_  
Given name(s): \_\_\_\_\_  
Date of birth: \_\_\_\_\_ (dd/mm/yyyy)
- ii. Family name(s): \_\_\_\_\_  
Given name(s): \_\_\_\_\_  
Date of birth: \_\_\_\_\_ (dd/mm/yyyy)
- iii. Family name(s): \_\_\_\_\_  
Given name(s): \_\_\_\_\_  
Date of birth: \_\_\_\_\_ (dd/mm/yyyy)

6. Particulars of the debtor<sup>1</sup>

- a.  The person is the same as the applicant named in point 4
- b. Family name(s): \_\_\_\_\_
- c. Given name(s): \_\_\_\_\_
- d. Date of birth: \_\_\_\_\_ (dd/mm/yyyy)

7. This transmittal form concerns and is accompanied by an application under:

- Article 10(1) a)  
 Article 10(1) b)  
 Article 10(1) c)  
 Article 10(1) d)  
 Article 10(1) e)  
 Article 10(1) f)  
 Article 10(2) a)  
 Article 10(2) b)  
 Article 10(2) c)

8. The following documents are appended to the application:

- a. For the purpose of an application under Article 10(1) a), and:  
In accordance with Article 25:
- Complete text of the decision (Art. 25(1) a)  
 Abstract or extract of the decision drawn up by the competent authority of the State of origin (Art. 25(3) b) (if applicable)

<sup>1</sup> According to Art. 3 of the Convention "debtor" means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance".

- Document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, un document établissant que les exigences prévues à l'article 19(3) sont remplies à moins que cet Etat n'ait précisé conformément à l'article 57 que les décisions de ses autorités administratives remplissent dans tous les cas ces conditions (art. 25(1) *b*) ou lorsque l'article 25(3) *c* s'applique
- Si le défendeur n'a ni comparu ni été représenté dans les procédures dans l'État d'origine, un document ou des documents attestant, selon le cas, que le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre ou qu'il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester ou d'en appeler en fait et en droit (art. 25(1) *c*)
- Si nécessaire, le document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué (art. 25(1) *d*)
- Si nécessaire, le document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés dans le cadre d'une décision prévoyant une indexation automatique (art. 25(1) *e*)
- Si nécessaire, le document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (art. 25(1) *f*)

Conformément à l'article 30(3) :

- Texte complet de la convention en matière d'aliments (art. 30(3) *a*)
- Document établissant que la convention en matière d'aliments visée est exécutoire comme une décision de l'État d'origine (art. 30(3) *b*)
- Tout autre document accompagnant la demande (par ex. : si requis, un document pour les besoins de l'art. 36(4)) :

---



---

b. Aux fins d'une demande en vertu de l'article 10(1) *b*), *c*), *d*), *e*), *f*) et (2) *a*), *b*) ou *c*), le nombre de documents justificatifs (à l'exclusion du formulaire de transmission et de la demande elle-même) conformément à l'article 11(3) :

- Article 10(1) *b*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *c*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *d*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *e*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *f*) \_\_\_\_\_
- Article 10(2) *a*) \_\_\_\_\_
- Article 10(2) *b*) \_\_\_\_\_
- Article 10(2) *c*) \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ (en majuscules) Date : \_\_\_\_\_

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

- Document stating that the decision is enforceable in the State of origin and, in the case of a decision by an administrative authority, a document stating that the requirements of Article 19(3) are met unless that State has specified in accordance with Article 57 that decisions of its administrative authorities always meet those requirements (Art. 25(1) *b*) or if Article 25(3) *c*) is applicable
- If the respondent did not appear and was not represented in the proceedings in the State of origin, a document or documents attesting, as appropriate, either that the respondent had proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, or that the respondent had proper notice of the decision and the opportunity to challenge or appeal it on fact and law (Art. 25(1) *c*)
- Where necessary, a document showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated (Art. 25(1) *d*)
- Where necessary, a document providing the information necessary to make appropriate calculations in case of a decision providing for automatic adjustment by indexation (Art. 25(1) *e*)
- Where necessary, documentation showing the extent to which the applicant received free legal assistance in the State of origin (Art. 25(1) *f*)

In accordance with Article 30(3):

- Complete text of the maintenance arrangement (Art. 30(3) *a*)
- A document stating that the particular maintenance arrangement is enforceable as a decision in the State of origin (Art. 30(3) *b*)
- Any other documents accompanying the application (e.g., if required, a document for the purpose of Art. 36(4)):

---



---

b. For the purpose of an application under Article 10(1) *b*), *c*), *d*), *e*), *f*) and (2) *a*), *b*) or *c*), the following number of supporting documents (excluding the transmittal form and the application itself) in accordance with Article 11(3):

- Article 10(1) *b*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *c*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *d*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *e*) \_\_\_\_\_
- Article 10(1) *f*) \_\_\_\_\_
- Article 10(2) *a*) \_\_\_\_\_
- Article 10(2) *b*) \_\_\_\_\_
- Article 10(2) *c*) \_\_\_\_\_

Name : \_\_\_\_\_ (in block letters) Date: \_\_\_\_\_

Authorised representative of the Central Authority (dd/mm/yyyy)

## ANNEXE II

## Accusé de réception en vertu de l'article 12(3)

## AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de telles données en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant, la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40.

<b>1. Autorité centrale requise</b>	<b>2. Personne à contacter dans l'État requis</b>
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e. Numéro de référence	e. Langue(s)

3. Autorité centrale requérante \_\_\_\_\_  
 Nom du contact \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_

4. L'Autorité centrale requise confirme la réception le \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa) du formulaire de transmission de l'Autorité centrale requérante (numéro de référence \_\_\_\_\_; en date du \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa)) concernant la demande visée à :

- l'article 10(1) a)
- l'article 10(1) b)
- l'article 10(1) c)
- l'article 10(1) d)
- l'article 10(1) e)
- l'article 10(1) f)
- l'article 10(2) a)
- l'article 10(2) b)
- l'article 10(2) c)

Acte final

## ANNEX II

## Acknowledgement form under Article 12(3)

## CONFIDENTIALITY AND PERSONAL DATA PROTECTION NOTICE

Personal data gathered or transmitted under the Convention shall be used only for the purposes for which it was gathered or transmitted. Any authority processing such data shall ensure its confidentiality, in accordance with the law of its State.

An authority shall not disclose or confirm information gathered or transmitted in application of this Convention if it determines that to do so could jeopardise the health, safety or liberty of a person in accordance with Article 40.

A determination of non-disclosure has been made by a Central Authority in accordance with Article 40.

<b>1. Requested Central Authority</b>	<b>2. Contact person in requested State</b>
a. Address	a. Address (if different)
b. Telephone number	b. Telephone number (if different)
c. Fax number	c. Fax number (if different)
d. E-mail	d. E-mail (if different)
e. Reference number	e. Language(s)

3. Requesting Central Authority \_\_\_\_\_  
 Contact person \_\_\_\_\_  
 Address \_\_\_\_\_

4. The requested Central Authority acknowledges receipt on \_\_\_\_\_ (dd/mm/yyyy) of the transmittal form from the requesting Central Authority (reference number \_\_\_\_\_; dated \_\_\_\_\_ (dd/mm/yyyy)) concerning the following application under:

- Article 10(1) a)
- Article 10(1) b)
- Article 10(1) c)
- Article 10(1) d)
- Article 10(1) e)
- Article 10(1) f)
- Article 10(2) a)
- Article 10(2) b)
- Article 10(2) c)

Final Act

Nom de famille du demandeur : \_\_\_\_\_

Nom de famille de la (des) personne(s) pour  
qui des aliments sont demandés ou dus : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Nom de famille du débiteur : \_\_\_\_\_

5. Premières démarches entreprises par l'Autorité centrale requise :

- Le dossier est complet et pris en considération
  - Voir le rapport sur l'état d'avancement ci-joint
  - Un rapport sur l'état d'avancement suivra
- Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
- L'Autorité centrale requise refuse de traiter la demande puisqu'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies (art. 12(8)). Les raisons :
  - sont énumérées dans un document en annexe
  - seront énumérées dans un prochain document

L'Autorité centrale requise demande à l'Autorité centrale requérante de l'informer de tout changement dans l'état d'avancement de la demande.

Nom : \_\_\_\_\_ (en majuscules)      Date : \_\_\_\_\_

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale      (jj/mm/aaaa)

Family name(s) of applicant: \_\_\_\_\_

Family name(s) of the person(s) for whom  
maintenance is sought or payable: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Family name(s) of debtor: \_\_\_\_\_

5. Initial steps taken by the requested Central Authority:

- The file is complete and is under consideration
  - See attached status of application report
  - Status of application report will follow
- Please provide the following additional information and / or documentation:  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
- The requested Central Authority refuses to process this application as it is manifest that the requirements of the Convention are not fulfilled (Art. 12(8)). The reasons:
  - are set out in an attached document
  - will be set out in a document to follow

The requested Central Authority requests that the requesting Central Authority inform it of any change in the status of the application.

Name: \_\_\_\_\_ (in block letters)      Date: \_\_\_\_\_

Authorised representative of the Central Authority      (dd/mm/yyyy)

## **B Le Protocole suivant :**

PROTOCOLE SUR LA LOI APPLICABLE AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

Les États signataires du présent Protocole,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux obligations alimentaires,

Souhaitant moderniser la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* et la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*,

Souhaitant développer des règles générales relatives à la loi applicable pouvant constituer un ajout utile à la Convention du ... novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille,

Ont résolu de conclure un Protocole à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

### **Article premier Champ d'application**

1. Le présent Protocole détermine la loi applicable aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant indépendamment de la situation matrimoniale de ses parents.

2. Les décisions rendues en application du présent Protocole ne préjugent pas de l'existence d'une des relations visées au paragraphe premier.

### **Article 2 Application universelle**

Le présent Protocole est applicable même si la loi qu'il désigne est celle d'un État non contractant.

### **Article 3 Règle générale relative à la loi applicable**

1. Sauf disposition contraire du Protocole, la loi de l'État de la résidence habituelle du créancier régit les obligations alimentaires.

2. En cas de changement de la résidence habituelle du créancier, la loi de l'État de la nouvelle résidence habituelle s'applique à partir du moment où le changement est survenu.

### **Article 4 Règles spéciales en faveur de certains créanciers**

1. Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les obligations alimentaires :

a) des parents envers leurs enfants ;

b) de personnes, autres que les parents, envers des personnes âgées de moins de 21 ans à l'exception des obligations découlant des relations mentionnées à l'article 5 ; et

c) des enfants envers leurs parents.

2. La loi du for s'applique lorsque le créancier ne peut pas obtenir d'aliments du débiteur en vertu de la loi mentionnée à l'article 3.

3. Nonobstant l'article 3, la loi du for s'applique lorsque le créancier a saisi l'autorité compétente de l'État où le débiteur a sa résidence habituelle. Toutefois, la loi de la résidence habituelle du créancier s'applique lorsque le créancier ne peut pas obtenir d'aliments du débiteur en vertu de la loi du for.

4. La loi de l'État dont le créancier et le débiteur ont la nationalité commune, s'ils en ont une, s'applique lorsque le créancier ne peut pas obtenir d'aliments du débiteur en vertu des lois mentionnées à l'article 3 et aux paragraphes 2 et 3.

### **Article 5 Règle spéciale relative aux époux et ex-époux**

En ce qui concerne les obligations alimentaires entre des époux, des ex-époux ou des personnes dont le mariage a été annulé, l'article 3 ne s'applique pas lorsque l'une des parties s'y oppose et que la loi d'un autre État, en particulier l'État de leur dernière résidence habituelle commune, présente un lien plus étroit avec le mariage. Dans ce cas, la loi de cet autre État s'applique.

### **Article 6 Moyens de défense particuliers**

Dans les obligations alimentaires autres que celles envers les enfants découlant d'une relation parent-enfant et que celles visées à l'article 5, le débiteur peut opposer à la prétention du créancier qu'une telle obligation à son égard n'existe ni selon la loi de la résidence habituelle du débiteur, ni selon la loi de la nationalité commune des parties, si elles en ont une.

### **Article 7 Désignation de la loi applicable pour les besoins d'une procédure particulière (accord procédural)**

1. Nonobstant les articles 3, 4, 5 et 6, le créancier et le débiteur d'aliments peuvent, uniquement pour les besoins d'une procédure particulière se déroulant dans un État donné, désigner expressément la loi de cet État pour régir une obligation alimentaire.

2. Une désignation antérieure à l'introduction de l'instance doit faire l'objet d'un accord, signé par les deux parties, par écrit ou consigné sur tout support dont le contenu est accessible pour être consulté ultérieurement.

*Acte final*

*Acte final*

## **B The following Protocol –**

PROTOCOL ON THE LAW APPLICABLE TO MAINTENANCE OBLIGATIONS

The States signatory to this Protocol,

Desiring to establish common provisions concerning the law applicable to maintenance obligations,

Wishing to modernise the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children and the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*,

Wishing to develop general rules on applicable law that may supplement the Convention of ... November 2007 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance,

Have resolved to conclude a Protocol for this purpose and have agreed upon the following provisions –

### **Article 1 Scope**

1. This Protocol shall determine the law applicable to maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation in respect of a child regardless of the marital status of the parents.

2. Decisions rendered in application of this Protocol shall be without prejudice to the existence of any of the relationships referred to in paragraph 1.

### **Article 2 Universal application**

This Protocol applies even if the applicable law is that of a non-Contracting State.

### **Article 3 General rule on applicable law**

1. Maintenance obligations shall be governed by the law of the State of the habitual residence of the creditor, save where this Protocol provides otherwise.

2. In the case of a change in the habitual residence of the creditor, the law of the State of the new habitual residence shall apply as from the moment when the change occurs.

### **Article 4 Special rules favouring certain creditors**

1. The following provisions shall apply in the case of maintenance obligations of –

*Final Act*

a) parents towards their children;

b) persons, other than parents, towards persons who have not attained the age of 21, except for obligations arising out of the relationships referred to in Article 5; and

c) children towards their parents.

2. If the creditor is unable, by virtue of the law referred to in Article 3, to obtain maintenance from the debtor, the law of the forum shall apply.

3. Notwithstanding Article 3, if the creditor has seized the competent authority of the State where the debtor has his habitual residence, the law of the forum shall apply. However, if the creditor is unable, by virtue of this law, to obtain maintenance from the debtor, the law of the habitual residence of the creditor shall apply.

4. If the creditor is unable, by virtue of the laws referred to in Article 3 and paragraphs 2 and 3, to obtain maintenance from the debtor, the law of the State of their common nationality, if there is one, shall apply.

### **Article 5 Special rule with respect to spouses and ex-spouses**

In the case of a maintenance obligation between spouses, ex-spouses or parties to a marriage which has been annulled, Article 3 shall not apply if one of the parties objects and the law of another State, in particular the State of their last common habitual residence, has a closer connection with the marriage. In such a case the law of that other State shall apply.

### **Article 6 Special rule on defence**

In the case of maintenance obligations other than those arising from a parent-child relationship towards a child and those referred to in Article 5, the debtor may contest a claim from the creditor on the ground that there is no such obligation under both the law of the habitual residence of the debtor and the law of the common nationality of the parties, if there is one.

### **Article 7 Designation of the law applicable for the purpose of a particular proceeding**

1. Notwithstanding the provisions of Articles 3, 4, 5 and 6, the maintenance creditor and debtor for the purpose only of a particular proceeding in a given State may expressly designate the law of that State as applicable to a maintenance obligation.

2. A designation made before the institution of such proceedings shall be in an agreement, signed by both parties, in writing or recorded in any medium the information contained in which is accessible so as to be usable for subsequent reference.

*Final Act*

#### **Article 8 Désignation de la loi applicable**

1. Nonobstant les articles 3, 4, 5 et 6, le créancier et le débiteur d'aliments peuvent, à tout moment, désigner l'une des lois suivantes pour régir une obligation alimentaire :

- a) la loi nationale d'un État dont l'une des parties a la nationalité au moment de la désignation ;
- b) la loi de l'État de la résidence habituelle de l'une des parties au moment de la désignation ;
- c) la loi désignée par les parties pour régir leurs relations patrimoniales ou celle effectivement appliquée à ces relations ;
- d) la loi désignée par les parties pour régir leur divorce ou leur séparation de corps ou celle effectivement appliquée.

2. Un tel accord est établi par écrit ou consigné sur tout support dont le contenu est accessible pour être consulté ultérieurement et est signé des deux parties.

3. Le paragraphe premier ne s'applique pas aux obligations alimentaires concernant une personne de moins de 18 ans ou un adulte qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de ses facultés personnelles, n'est pas en mesure de pourvoir à ses intérêts.

4. Nonobstant la loi désignée par les parties en vertu du paragraphe premier, la loi de la résidence habituelle du créancier, au moment de la désignation, détermine si le créancier peut renoncer à son droit à des aliments.

5. À moins qu'au moment de la désignation, les parties aient été pleinement informées et conscientes des conséquences de leur choix, la loi désignée ne s'applique pas lorsque son application entraînerait des conséquences manifestement inéquitables ou déraisonnables pour l'une ou l'autre des parties.

#### **Article 9 « Domicile » au lieu de « nationalité »**

Un État qui connaît le concept de « domicile » en tant que facteur de rattachement en matière familiale peut informer le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé que, pour les besoins des affaires portées devant ses autorités, le mot « nationalité » aux articles 4 et 6 est remplacé par le mot « domicile » tel qu'il est entendu dans cet État.

#### **Article 10 Organismes publics**

Le droit d'un organisme public de demander le remboursement de la prestation fournie au créancier en lieu et place d'aliments est soumis à la loi qui régit cet organisme.

#### **Article 11 Domaine de la loi applicable**

La loi applicable à l'obligation alimentaire détermine notamment :

- a) si, dans quelle mesure et à qui le créancier peut demander des aliments ;
- b) la mesure dans laquelle le créancier peut demander des aliments rétroactivement ;
- c) la base de calcul du montant des aliments et l'indexation ;
- d) qui est admis à intenter l'action alimentaire, sous réserve des questions relatives à la capacité procédurale et à la représentation en justice ;
- e) la prescription ou les délais pour intenter une action ;
- f) l'étendue de l'obligation du débiteur d'aliments, lorsque l'organisme public demande le remboursement de la prestation fournie au créancier en lieu et place d'aliments.

#### **Article 12 Exclusion du renvoi**

Au sens du Protocole, le terme « loi » désigne le droit en vigueur dans un État, à l'exclusion des règles de conflit de lois.

#### **Article 13 Ordre public**

L'application de la loi désignée en vertu du Protocole ne peut être écartée que dans la mesure où ses effets sont manifestement contraires à l'ordre public du for.

#### **Article 14 Fixation du montant des aliments**

Même si la loi applicable en dispose autrement, il est tenu compte dans la fixation du montant des aliments, des besoins du créancier et des ressources du débiteur ainsi que de toute compensation accordée au créancier à la place d'un paiement périodique d'aliments.

#### **Article 15 Non-application du Protocole aux conflits internes**

1. Un État contractant dans lequel des systèmes de droit ou des ensembles de règles différents s'appliquent en matière de loi applicable relative aux obligations alimentaires n'est pas tenu d'appliquer les règles du Protocole aux conflits concernant uniquement ces différents systèmes ou ensembles de règles.
2. Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### **Article 8 Designation of the applicable law**

1. Notwithstanding the provisions of Articles 3, 4, 5 and 6, the maintenance creditor and debtor may at any time designate one of the following laws as applicable to a maintenance obligation –

- a) the law of any State of which either party is a national at the time of the designation;
- b) the law of the State of the habitual residence of either party at the time of designation;
- c) the law designated by the parties as applicable, or the law in fact applied, to their property regime;
- d) the law designated by the parties as applicable, or the law in fact applied, to their divorce or legal separation.

2. Such agreement shall be in writing or recorded in any medium the information contained in which is accessible so as to be usable for subsequent reference, and shall be signed by both parties.

3. Paragraph 1 shall not apply to maintenance obligations in respect of a person below the age of 18 or of an adult who, by reason of an impairment or insufficiency of his or her personal faculties, is not in a position to protect his or her interest.

4. Notwithstanding the law designated by the parties in accordance with paragraph 1, the question of whether the creditor can renounce his or her right to maintenance shall be determined by the law of the habitual residence of the creditor at the time of the designation.

5. Unless at the time of the designation the parties were fully informed and aware of the consequences of their designation, the law designated by the parties shall not apply where the application of that law would lead to manifestly unfair or unreasonable consequences for any of the parties.

#### **Article 9 “Domicile” instead of “nationality”**

A State which has the concept of “domicile” as a connecting factor in family matters may inform the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law that, for the purpose of cases which come before its authorities, the word “nationality” in Articles 4 and 6 is replaced by “domicile” as defined in that State.

#### **Article 10 Public bodies**

The right of a public body to seek reimbursement of a benefit provided to the creditor in lieu of maintenance shall be governed by the law to which that body is subject.

#### **Article 11 Scope of the applicable law**

The law applicable to the maintenance obligation shall determine *inter alia* –

- a) whether, to what extent and from whom the creditor may claim maintenance;
- b) the extent to which the creditor may claim retroactive maintenance;
- c) the basis for calculation of the amount of maintenance, and indexation;
- d) who is entitled to institute maintenance proceedings, except for issues relating to procedural capacity and representation in the proceedings;
- e) prescription or limitation periods;
- f) the extent of the obligation of a maintenance debtor, where a public body seeks reimbursement of benefits provided for a creditor in lieu of maintenance.

#### **Article 12 Exclusion of renvoi**

In the Protocol, the term “law” means the law in force in a State other than its choice of law rules.

#### **Article 13 Public policy**

The application of the law determined under the Protocol may be refused only to the extent that its effects would be manifestly contrary to the public policy of the forum.

#### **Article 14 Determining the amount of maintenance**

Even if the applicable law provides otherwise, the needs of the creditor and the resources of the debtor as well as any compensation which the creditor was awarded in place of periodical maintenance payments shall be taken into account in determining the amount of maintenance.

#### **Article 15 Non-application of the Protocol to internal conflicts**

1. A Contracting State in which different systems of law or sets of rules of law apply to the law applicable to maintenance obligations shall not be bound to apply the rules of the Protocol to conflicts solely between such different systems or sets of rules of law.
2. This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.



**Article 16 Systèmes juridiques non unifiés à caractère territorial**

1. Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par le présent Protocole s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

a) toute référence à la loi d'un État vise, le cas échéant, la loi en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

b) toute référence aux autorités compétentes ou organismes publics de cet État vise, le cas échéant, les autorités compétentes ou organismes publics habilités à agir dans l'unité territoriale considérée ;

c) toute référence à la résidence habituelle dans cet État vise, le cas échéant, la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;

d) toute référence à l'État dont les deux parties ont la nationalité commune vise l'unité territoriale désignée par la loi de cet État ou, en l'absence de règles pertinentes, l'unité territoriale avec laquelle l'obligation alimentaire présente le lien le plus étroit ;

e) toute référence à l'État dont une partie a la nationalité vise l'unité territoriale désignée par la loi de cet État ou, en l'absence de règles pertinentes, l'unité territoriale avec laquelle la personne présente le lien le plus étroit.

2. Pour identifier la loi applicable en vertu du Protocole, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou un ensemble de règles ayant trait aux questions régies par le Protocole, les règles suivantes s'appliquent :

a) en présence de règles en vigueur dans cet État identifiant l'unité territoriale dont la loi est applicable, la loi de cette unité s'applique ;

b) en l'absence de telles règles, la loi de l'unité territoriale définie selon les dispositions du paragraphe premier s'applique.

3. Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

**Article 17 Systèmes juridiques non unifiés à caractère personnel**

Pour identifier la loi applicable en vertu du Protocole, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles applicables à des catégories différentes de personnes pour les questions régies par le Protocole, toute référence à la loi d'un tel État est entendue comme visant le système de droit déterminé par les règles en vigueur dans cet État.

**Article 18 Coopération avec les Conventions de La Haye antérieures en matière d'obligations alimentaires**

Dans les rapports entre les États contractants, le Protocole remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants*.

**Article 19 Coopération avec d'autres instruments**

1. Le Protocole ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont ou seront parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par le présent Protocole, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les États liés par de tels instruments.

2. Le paragraphe premier s'applique également aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux, notamment de nature régionale.

**Article 20 Interprétation uniforme**

Pour l'interprétation du présent Protocole, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

**Article 21 Examen du fonctionnement pratique du Protocole**

1. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque lorsque cela est nécessaire une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique du Protocole.

2. À cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent afin de recueillir la jurisprudence relative à l'application du Protocole.

**Article 22 Dispositions transitoires**

Le Protocole ne s'applique pas aux aliments réclamés dans un État contractant pour la période antérieure à son entrée en vigueur dans cet État.

**Article 23 Signature, ratification et adhésion**

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les États.

2. Le présent Protocole est sujet à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États signataires.

3. Tout État peut adhérer au présent Protocole.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du

**Article 16 Non-unified legal systems – territorial**

1. In relation to a State in which two or more systems of law or sets of rules of law with regard to any matter dealt with in this Protocol apply in different territorial units –

a) any reference to the law of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law in force in the relevant territorial unit;

b) any reference to competent authorities or public bodies of that State shall be construed as referring, where appropriate, to those authorised to act in the relevant territorial unit;

c) any reference to habitual residence in that State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in a territorial unit;

d) any reference to the State of which two persons have a common nationality shall be construed as referring to the territorial unit designated by the law of that State or, in the absence of relevant rules, to the territorial unit with which the maintenance obligation is most closely connected;

e) any reference to the State of which a person is a national shall be construed as referring to the territorial unit designated by the law of that State or, in the absence of relevant rules, to the territorial unit with which the person has the closest connection.

2. For the purpose of identifying the applicable law under the Protocol, in relation to a State which comprises two or more territorial units each of which has its own system of law or set of rules of law in respect of matters covered by this Protocol, the following rules apply –

a) if there are rules in force in such a State identifying which territorial unit's law is applicable, the law of that unit applies;

b) in the absence of such rules, the law of the relevant territorial unit as defined in paragraph 1 applies.

3. This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

**Article 17 Inter-personal conflicts**

For the purpose of identifying the applicable law under the Protocol, in relation to a State which has two or more systems of law or sets of rules of law applicable to different categories of persons in respect of matters covered by this Protocol, any reference to the law of such State shall be construed as referring to the legal system determined by the rules in force in that State.

**Article 18 Co-ordination with prior Hague Maintenance Conventions**

As between the Contracting States, this Protocol replaces the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* and the *Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children*.

**Article 19 Co-ordination with other instruments**

1. This Protocol does not affect any other international instrument to which Contracting States are or become Parties and which contains provisions on matters governed by this Protocol, unless a contrary declaration is made by the States Parties to such instrument.

2. Paragraph 1 also applies to uniform laws based on special ties of a regional or other nature between the States concerned.

**Article 20 Uniform interpretation**

In the interpretation of this Protocol, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

**Article 21 Review of practical operation of the Protocol**

1. The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall as necessary convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Protocol.

2. For the purpose of such review Contracting States shall co-operate with the Permanent Bureau in the gathering of case law concerning the application of the Protocol.

**Article 22 Transitional provisions**

This Protocol shall not apply to maintenance claimed in a Contracting State relating to a period prior to its entry into force in that State.

**Article 23 Signature, ratification and accession**

1. This Protocol is open for signature by all States.

2. This Protocol is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3. This Protocol is open for accession by all States.

4. Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign

Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire du Protocole.

#### **Article 24 Organisations régionales d'intégration économique**

1. Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par le Protocole peut également signer, accepter ou approuver le Protocole ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par le Protocole.

2. Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par le Protocole pour lesquelles ses États membres ont délégué leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du paragraphe.

3. Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer, conformément à l'article 28, qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par le Protocole et que les États membres qui ont transféré leur compétence à l'Organisation régionale d'intégration économique dans ce domaine seront liés par le Protocole par l'effet de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

4. Pour les fins de l'entrée en vigueur du Protocole, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique ne fasse une déclaration conformément paragraphe 3.

5. Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans le Protocole s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie. Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique conformément paragraphe 3, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans le Protocole s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation concernés.

#### **Article 25 Entrée en vigueur**

1. Le Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par l'article 23.

2. Par la suite, le Protocole entrera en vigueur :

a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique au sens de l'article 24 ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

b) pour les unités territoriales auxquelles le présent Protocole a été étendu conformément à l'article 26, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification de la déclaration visée dans ledit article.

#### **Article 26 Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés**

1. Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par ce Protocole peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer, en vertu de l'article 28, que le Protocole s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2. Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles le Protocole s'applique.

3. Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, le Protocole s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.

4. Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### **Article 27 Réserves**

Aucune réserve au présent Protocole n'est admise.

#### **Article 28 Déclarations**

1. Les déclarations visées aux articles 24(3) et 26(1) peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2. Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3. Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion prendra effet au moment de l'entrée en vigueur du Protocole pour l'État concerné.

4. Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de

Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Protocol.

#### **Article 24 Regional Economic Integration Organisations**

1. A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by the Protocol may similarly sign, accept, approve or accede to the Protocol. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by the Protocol.

2. The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by the Protocol in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3. At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare in accordance with Article 28 that it exercises competence over all the matters governed by the Protocol and that the Member States which have transferred competence to the Regional Economic Integration Organisation in respect of the matter in question shall be bound by the Protocol by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

4. For the purposes of the entry into force of the Protocol, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation makes a declaration in accordance with paragraph 3.

5. Any reference to a "Contracting State" or "State" in the Protocol applies equally to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it, where appropriate. In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 3, any reference to a "Contracting State" or "State" in the Protocol applies equally to the relevant Member States of the Organisation, where appropriate.

#### **Article 25 Entry into force**

1. The Protocol shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 23.

2. Thereafter the Protocol shall enter into force –

a) for each State or Regional Economic Integration Organisation referred to in Article 24 subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

b) for a territorial unit to which the Protocol has been extended in accordance with Article 26, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

#### **Article 26 Declarations with respect to non-unified legal systems**

1. If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Protocol, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare in accordance with Article 28 that the Protocol shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2. Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Protocol applies.

3. If a State makes no declaration under this Article, the Protocol is to extend to all territorial units of that State.

4. This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### **Article 27 Reservations**

No reservations may be made to this Protocol.

#### **Article 28 Declarations**

1. Declarations referred to in Articles 24(3) and 26(1) may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2. Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3. A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Protocol for the State concerned.

4. A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the

trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

**Article 29 Dénonciation**

1. Tout État contractant pourra dénoncer le présent Protocole par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un État aux systèmes juridiques non unifiés auxquelles s'applique le Protocole.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

**Article 30 Notification**

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles 23 et 24, les renseignements suivants :

- a) les signatures et ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues aux articles 23 et 24 ;
- b) la date d'entrée en vigueur du Protocole conformément à l'article 25 ;
- c) les déclarations visées aux articles 24(3) et 26(1) ;
- d) les dénonciations visées à l'article 29.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à La Haye, le ..... 2007, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session, ainsi qu'à chacun des autres États ayant participé à cette Session.

expiration of three months after the date on which the notification is received by the depositary.

**Article 29 Denunciation**

1. A Contracting State to this Protocol may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a State with a non-unified legal system to which the Protocol applies.

2. The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

**Article 30 Notification**

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles 23 and 24 of the following –

- a) the signatures and ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Articles 23 and 24;
- b) the date on which this Protocol enters into force in accordance with Article 25;
- c) the declarations referred to in Articles 24(3) and 26(1);
- d) the denunciations referred to in Article 29.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done at The Hague, on the ..... day of ..... 2007, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twenty-First Session and to each of the other States which have participated in that Session.

**C Les Recommandations suivantes :**

La Vingt et unième Session,

1. Se félicite des travaux du Groupe de travail chargé des formulaires, institué par la Commission spéciale sur le recouvrement des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille.
2. Souscrit en général aux formulaires présentés dans le Document préliminaire No 31, notamment quant à l'uniformité de leur structure.
3. Recommande que le Groupe de travail chargé des formulaires poursuive ses travaux et examine plus avant les projets de formulaires, dans la perspective de leur adoption lors d'une future Commission spéciale et de leur publication par le Bureau Permanent, en application de l'article 11, paragraphe 4 de la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille.
4. Loue les travaux du Groupe de travail sur la coopération administrative, créé par la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, ainsi que ceux de ses sous-comités chargés respectivement du suivi et de l'examen ainsi que du profil des États.
5. Recommande que le Groupe de travail sur la coopération administrative poursuive temporairement ses travaux et accueille les discussions relatives aux questions de coopération administrative, et recommande que le Conseil sur les Affaires générales et la politique examine la création d'un Comité permanent de coopération des Autorités centrales.
6. Souscrit en général au profil des États présenté dans le Document préliminaire No 34, partie IV.
7. Recommande que le sous-comité chargé du profil des États poursuive ses travaux, dans la perspective de l'adoption d'un profil lors d'une future Commission spéciale et de sa publication par le Bureau Permanent, conformément à l'article 51, paragraphe 2, de la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille.
8. Recommande que les Groupes de travail chargés des formulaires et de la coopération administrative poursuivent leurs travaux sous la direction du Bureau Permanent, et sous l'autorité et le contrôle du Conseil sur les affaires générales et la politique auquel ils rendent compte de leurs activités, par l'intermédiaire du Bureau Permanent.
9. Recommande que le Conseil sur les affaires générales et la politique examine, en priorité, la possibilité d'élaborer un Protocole à la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres

membres de la famille, portant sur le recouvrement des aliments à l'égard des personnes vulnérables.

Un tel Protocole serait fondé sur et constituerait un complément à la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*.

---

*Acte final*

**C The following Recommendations:**

The Twenty-First Session,

1. Commends the work of the Working Group on Forms established by the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance.
2. Gives its general endorsement to the forms set out in Preliminary Document No 31, in particular with regard to their uniform structure.
3. Recommends that the Working Group on Forms should continue its work and give further consideration to the draft Forms, with a view to their adoption at a future Special Commission and publication by the Permanent Bureau in accordance with Article 11, paragraph 4 of the Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance.
4. Commends the work of the Administrative Co-operation Working Group, established by the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, as well as of its sub-committees on Monitoring and Review and on Country Profiles.
5. Recommends that the Administrative Co-operation Working Group should on an interim basis continue its work as a forum for discussion of issues of administrative co-operation and that consideration be given by the Council on General Affairs and Policy to the establishment of a standing Central Authority Co-operation Committee.
6. Gives its general endorsement to the Country Profile set out in Part IV of Preliminary Document No 34.
7. Recommends that the work of the Country Profile sub-committee of the Administrative Co-operation Working Group continue with a view to the presentation for adoption at a future Special Commission of a Country Profile, to be published by the Permanent Bureau in accordance with Article 51, paragraph 2 of the Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance.
8. Recommends that the Working Group on Forms and the Administrative Co-operation Working Group should continue their work under the direction of the Permanent Bureau and subject to the authority and control of the Council on General Affairs and Policy to which, through the Permanent Bureau, they will report on their activities.
9. Recommends that the Council on General Affairs and Policy should consider as a matter of priority the feasibility of developing a Protocol to the Convention on the International Recovery of Child Support and other

Forms of Family Maintenance to deal with the international recovery of maintenance in respect of vulnerable persons.

Such a Protocol would complement and build upon the *Hague Convention on the International Protection of Adults of 13 January 2000*.

---

*Final Act*

---

*Final Act*

---

*Acte final*